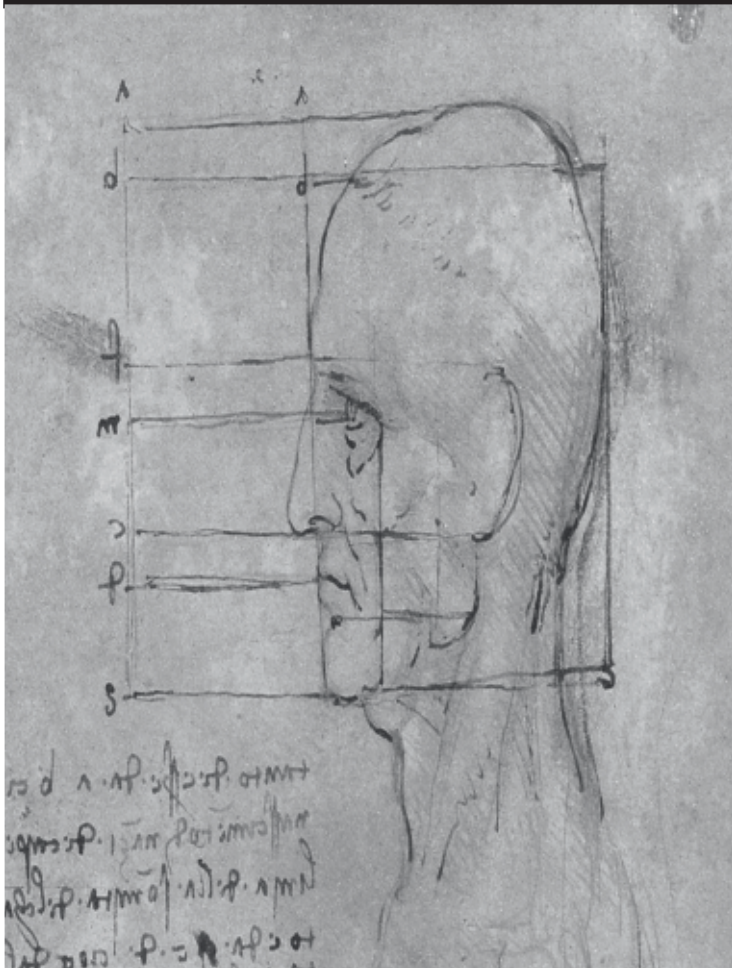


L'épine noire

Apériodique - Février 2011 - Numéro 0



Edito

2011, nouvelle année...

Gueule de bois après la défaite du dernier mouvement social de grande ampleur d'automne dernier. On festoie tout de même en famille et/ou entre amis les fêtes de fin d'année en espérant que la prochaine sera meilleure. Alors on rentre dans le jeu des promesses, des résolutions. La nôtre consiste à écrire un nouveau canard local, comme un nouvel outil de luttes : analyser et critiquer ce qui se passe sous nos yeux (ou pas) ; démystifier les mécanismes de la domination et la critique du pouvoir et de l'autoritarisme.

Certain-e-s, comme les tunisienn-e-s y ont répondu au pouvoir et à l'autoritarisme par des émeutes insurrectionnelles qui ont abouti à l'éviction de leur ancien maître Ben Ali, spécialiste de la domination depuis plus de vingt-trois ans. C'est une révolution ! Un mouvement populaire qui risque de déplacer les rapports de forces et de donner des ailes à d'autres – pourquoi pas au peuple de l'Hexagone ?

On n'y est pas encore, mais on y travaille et, de l'autre côté de la barricade, les dominants veillent car, bien entendu, rien n'est joué.

Poitiers. Des changements s'opèrent : les laborantins de tous ordres se perfectionnent, alliant Urbanisme, Economie marchande et Répression policière. Face à ces projets, nous serons ces chieuses et chieurs de tous poils, ces petites épines dans les pieds qui font vaciller l'arrogance des puissants.

Journal d'analyse et de contre-info poitevin

PRIX LIBRE

impression et diffusion fortement encouragées

Remarques sur le mouvement contre la réforme des retraites à Poitiers

Chronologie de la mobilisation et de l'agitation poitevine

7 Septembre :

- Manifestation à l'appel de l'intersyndicale (point de départ de la mobilisation sur les retraites après les vacances scolaires).

23 septembre :

- Manifestation à l'appel de l'intersyndicale, beaucoup plus de monde par rapport à la première manif.

- Deux lycées bloqués.

- « Assemblée populaire autonome » en fin de manifestation réunissant une cinquantaine de personnes.

5 octobre :

- Première opération escargot, à l'appel de Solidaires 86, intitulée « Roulons d'un pas de sénateur ». Le but est de bloquer l'économie en ralentissant les salariés allant travailler. Le cortège d'une trentaine de voitures emprunte quelques grands axes de Poitiers, l'action est plutôt bien accueillie par les automobilistes et bien relayée par les médias. L'intersyndicale ne cautionne pas cette action.

7 Octobre :

- Deuxième opération escargot (toujours à l'appel de Solidaires)

- Première AG étudiante réunissant environ 400 personnes.

12 octobre :

- Blocage du dépôt de bus de la régie des transports poitevins tôt le matin par quelques salariéEs grévistes (50% de chauffeurs grévistes, 80% dans les ateliers). Seuls 5 bus sur 120 circulent pendant la matinée.

- Blocage de l'Hôtel Fumé (où se déroulent la majorité des cours de l'UFR de Sciences Humaines et Arts) durant la matinée.

- À 11h, AG des étudiants et des personnels de l'université dans les locaux de la fac de droit réunissant environ 800 personnes.

- À 14h30, manifestation massive à l'appel de l'intersyndicale (environ 40 000 personnes selon les syndicats). Leur presse évoque les plus gros cortèges depuis 15 ans. À l'arrivée se tient une assemblée populaire porte de Paris, important carrefour de la circulation routière, réunissant une centaine de personnes et bloquant



établir une litanie d'actions et les mobilisations dans le département de la Vienne (voir chronologie) l'on pourrait croire à un déferlement d'un mouvement de masse prêt à en découdre avec le pouvoir en place. Évidemment la réalité est beaucoup plus complexe. Et ça n'est pas l'intersyndicale départementale, répondant à l'appel des centrales nationales pour battre le pavé, qui dira le contraire.

Les syndicats possèdent encore l'horloge, donc ils imposent le rythme des mobilisations et des manifestations. Celles-ci, comme dans l'hexagone furent dès le départ bien garnies (on avait plus connu ça depuis celles dites « du pouvoir d'achat » en Janvier/Mars 2009 ou celles contre le CPE) avec près de 30.000 personnes. Ces nombreuses personnes sont venues pour montrer leur hostilité à la réforme qui préconise le recul de l'âge de départ. Un ras-le-bol nourri également à cause de l'affaire Woerth-Bettencourt, et de l'attitude de Sarkozy bien évidemment (antisarkozysme quand tu nous tiens...)

Malgré ses velléités d'élargir le mouvement au plus grand nombre possible, l'intersyndicale fut assez fermée à d'autres personnes non-syndiquées, de fait elle fut donc verrouillée par les syndicats institutionnels (CGT, CFDT, FO etc....) se méfiant comme souvent d'initiatives collectives et/ ou individuels qui naissent en dehors d'elle.

L'on peut tout de même souligner l'attitude du syndicat SUD qui au niveau local a eu la volonté de faire des « choses » en dehors d'une intersyndicale hermétique, en appelant à diverses actions de blocages économiques [1], ce qui a eu pour conséquence, dans un premier temps de pouvoir agir avec les anarchistes et radicaux dans leur rapport à l'action directe concrète et dans un second temps d'être l'objet d'un certain regain d'intérêts de nombreux retraités, salariés, chômeurs, précaires jeunes ou moins jeune a rejoindre le cortège de SUD lors des manifestations. SUD a toujours cette position particulièrement ambiguë : présente dans une intersyndicale hostile et en même temps avoir une caution de syndicat combatif en appelant à des actions plus « radicales ». Celles-ci n'ont

pas perturbé le cours normal de l'économie, car elles furent très souvent très symboliques.

Les manifestations poitevines avaient un caractère assez particulier, dans la mesure où pas mal de personnes du milieu militant, associatifs se connaissent et se reconnaissent : ce qui donne lieu à une perte de l'anonymat à un « entre soi ». On vient en manif pour croiser son amie que l'on a pas vu depuis des années, son collègue qui a changé de syndicat ou bien les parents d'une personne que l'on peut pas blairer etc. Les manifestations furent très bon enfant, une attitude et une image chère à notre Maire A. Claeys : la bonhomie poitevine. Serait ce du à l'image de la composition socioprofessionnelle de la ville de Poitiers ? Possible que le caractère de classe moyenne supérieure en plus d'un assez important fonctionariat très syndiqués et relativement assez protégés des aléas du sacro-saint marché y sont pour quelque chose. Par exemple, on peut noter qu'il n'y a pas eu de confrontation avec les flics, pas de tentatives d'action en manifestation, on se laissait trainer dans des marches assez ternes. Comme une absence, comme un oubli qu'il y avait sans doute des actions à faire qui marque une concrétisation d'une rage légitime face à un pouvoir et son mode de gestion de nos vies. De même les révolutionnaires et autres radicaux ont été entraînés également dans cette absence malgré des tentatives : la création d'une "assemblée populaire", d'une caisse de soutien à la grève générale qui ne reposait pas sur une réalité faite de dynamique dépassant les marges de manœuvres des syndicats.

Le mouvement ouvrier a été peu présent mis à part quelques exceptions [2]. On a seulement entendu les malheurs des travailleurs de « Buroform » pour lesquels il y a eu un rassemblement de solidarité devant la Mairie de Chauvigny.

On pourra noter l'absence du mouvement paysan local [3], par exemple, l'on n'a pas vu la confédération paysanne lors des rassemblements et des actions de ce mouvement contrairement à ce que l'on a vu pendant le mouvement anti-CPE où il y a eu des passerelles créées avec les jeunes lycéens/étudiants. Ces derniers ont été très peu présents lors des manifestations à part la frange militante en dépit l'agitation qui a eu dans leurs facultés et certains bahuts qui a été l'objet d'une répression particulière de la part des forces de l'ordre, et des plus hautes instances administratives de l'éducation (voir article).



[1] : Un syndicaliste de SUD est poursuivi pour entrave à la circulation après une action de blocage économique de l'intersyndicale, juridiquement il risque deux ans de prison, une amende et le retrait de points de son permis.

[2] : En région, on peut parler du blocage du dépôt pétrolier Total de La Pallice (La Rochelle).

Une occupation mort-née...

Il est 15 heures ce jeudi... quand une petite cinquantaine de personnes (étudiants, lycéens..., rien du tout) se rassemblent pdm, dans le but d'occuper Malraux (bâtiment de l'univ de Poitiers quasi inoccupé depuis ce début d'année scolaire)! Certains sont là sachant ce qui va se passer et d'autres non! Les gens attendent, boivent des bières, se regardent, attendent le lancement de l'occupation! Cette attente se déroule dans une apathie collective! La police est là, elle observe et elle aussi attend!

Au bout d'une bonne demi-heure, les gens se lèvent et suivent une ou deux personnes qui ont pris la décision d'y aller et de ne pas continuer à attendre éperdument! La police suit mais ne cherche pas à intervenir, elle observe et attend et ne bloque pas l'accès au bâtiment.

Une fois à l'intérieur, ces « squateurEUSEs » restent, dans l'ensemble, dans cette apathie ressentie quelques minutes auparavant lors du rassemblement! CertainEs s'affairent à bloquer les issues de secours et les entrées (permettant ainsi de ne laisser qu'un seul accès au bâtiment), d'autres visitent les salles, les sous-sols... cassent certaines portes fermées par l'administration à la hâte! Des banderoles sont déployées du toit « Flics hors des facs, fuck les keufs » « La retraite à 20 ans, pour baiser il faut du temps » « Blocage, grève générale » « Lieu occupé »! Un infokiosk est installé, un free-shop est mis en place!

Enfin une réunion est organisée pour discuter des modalités de l'occupation, et s'organiser (bouffe, blocage...), nous aurions pu espérer que cette discussion apporte une dynamique, une force à cette okupation ; mais il n'en est rien! Il est décidé

de laisser les peu de cours se déroulant au sein du bâtiment, de laisser l'ensemble de l'administration avoir accès au bâtiment (secrétaire, concierge...), de n'offrir aucune résistance à une intervention policière

~ « ces modalités témoignent de l'envie de créer un réel lieu de vie, de contrecarrer les modes de lutte actuelle » ~
(ironique...)

(aucune réflexion sur le fait de « négocier » avec la police de ne pas être contrôlé, filmé, pris en photo...)

Les divergences de positions politiques, qui pouvaient se révéler carrément antagonistes, ont entraîné ces décisions (manque de motivation de s'épuiser éperdument)!

En effet certains sont là pour créer un lieu de lutte, de rencontre, de fête, de réflexion... Un lieu vivant et non pas moribond auquel cette occup était condamnée depuis le début, un lieu où des gens (syndicalistes, précaires, chômeurs, lycéens... rien du tout...) auraient pu passer afin de s'organiser, de dépasser les cadres de lutte imposés par « le mouvement » dit des retraites... même si cela aurait sûrement été temporaire, cette okupation aurait pu être intense, insuffler une force, des envies nouvelles à pas mal de personnes!

Tandis que d'autres pensent à faire des ateliers peinture, théâtre... et sûrement pour travailler leurs cours afin de réussir leurs partiels, comme on a pu le voir dans le hall pendant « l'occup »! Se « battre » pour des miettes ou pour se donner bonne conscience de gôche tout simplement.

Cette divergence émane réellement d'une question de pratiques et de moyens mis

en place dans des perspectives (court terme, long terme...) bien différentes; c'est pour cela que nous ne pourrions jamais être en accord, et faire un front commun avec une partie « des okupantes » de Malraux!

Bref. Cette réunion tourne en rond et dans un seul sens, certains « commencent » à penser que cette occupation est déjà morte ou l'a toujours été (et ne cherchent réellement plus à s'y « investir »)!

L'arrivée de la délégation de la présidence déstabilise une bonne partie des occupantEs, la menace de l'arrivée de la police met la pression sur certainEs personnes qui avaient oublié qu'une occupation est une action qui doit se dérouler dans un rapport de forces. Résister à la pression de la présidence et à l'évacuation policière sont des pratiques à concevoir et à établir le plus rapidement possible, et en effet cela n'avait nullement été réfléchi ou préparé; bloquer solidement l'entrée principale, se réfugier sur le toit lors de l'interv policière aurait pu être des techniques tout à fait concevables et n'entraînant aucun risque judiciaire pour les occupantEs!!

Il est quand même décidé de rester la nuit à Malraux, la bouffe se lance! Mais à 21 heures la police intervient (environ 8 bagnoles sans compter la caisse des barbouzes garée depuis quatre bonnes heures devant le bâtiment) =} environ 40 flics, vilci et uniformes, J.-F. Papineau (écharpé en tricolore)... Ça filme, ça contrôle tout le monde, ça fait tout le tour du bâtiment (grosso merdo)...les sacs et la tambouille sont rendus; pour ce qui est du freeshop il restera entre les mains des uniformes bleus; mais l'infokiosk a réussi à être sorti assez

une heure.

13 octobre :

- Le matin des cheminots, postiers, enseignants, étudiants, lycéens affiliés ou non organisent un rassemblement porte de Paris pour distribuer des tracts et tenter de bloquer la circulation (n'étant pas assez nombreux, ils ne perturbent que partiellement la circulation).

- L'après-midi, blocage de la zone économique Auchan-Sud de l'appel de Solidaires 86. L'accès au parking des magasins est empêché grâce aux voitures des manifestantEs ce qui occasionne dans le même temps un ralentissement considérable de la circulation.

- Fin d'après midi : troisième assemblée populaire qui débouche sur la création du « collectif de solidarité pour la grève générale »

Site provisoire : <http://solidarite86.wordpress.com/>

- Dans le même temps assemblée organisée par l'intersyndicale décidant d'un blocage Pointe-à-Miteau (Zone économique d'Auchan-Sud) pour le lendemain.

14 octobre :

- Le matin, blocage porte de Paris par des postiers et un grand nombre de lycéens ayant bloqué leur lycées.

- Dans le même temps l'intersyndicale bloque la Pointe-à-Miteau.

- Au cours de la matinée les lycéens et les postiers gagnent le campus universitaire (sous forte escorte policière) ou est organisée une AG étudiante. Avec l'aide des lycéens et des postiers un amphi de la fac de droit est pris. Les flics se postent devant la fac de droit et un keuf, caméra au poing, s'introduit dans l'amphi pour filmer le début de l'AG. Après s'être fait copieusement insulter par les lycéens et étudiants, le porc dégage. L'AG ne dure que peu de temps, après quelques prises de paroles de postiers, personnels de l'université et lycéens, il est décidé de débrayer le campus (ce qui ne fonctionne pas vraiment) et de partir en manif sauvage pour bloquer la gare. Les bleus y sont en nombre (OPJ, BAceux, civils et keufs en uniformes mais pas de CRS). Une délégation des cheminots rejoint la manif qui se finit porte de Paris où le blocage de la circulation dure une heure.

15 octobre :

- Le matin, rendez-vous au Futuroscope. L'objectif est d'empêcher les salariéEs de la zone du Futuroscope de commencer le travail, faute d'être suffisamment nombreux c'est finalement un barrage filtrant avec

diffusion de tract qui a lieu.

16 octobre :

- Manifestation a l'appel de l'intersyndicale. La mobilisation ne faiblit pas et un pique-nique-assemblée est organisé par le « collectif de solidarité pour la grève générale ».

18 octobre :

- À 8h porte de Paris, diffusion de tracts par l'intersyndicale. Des non-syndiqués dont des étudiants et des lycéens tentent de bloquer la circulation, ils en sont empêchés par les flics et ne sont pas soutenus par les syndicats. Une petite ballade est ensuite organisée jusqu'à la gare. Les personnes présentes n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une action commune les gens se dispersent.

- À 14h des étudiants de l'IRTS bloquent la circulation Boulevard Pont-Achard (qui se trouve devant leurs locaux).

- Une AG d'information se déroule au même moment à l'Hôtel Fumé (centre ville) lors de laquelle est évoquée l'éventualité du blocus.

- À 16h une autre AG se déroulant à la fac de droit (campus) débouche sur le vote du blocus de l'université de Poitiers jusqu'au vendredi 22 octobre.

19 octobre :

Au petit matin vers 4h du mat', des salariés de la Poste bloquent l'accès au centre de tri de la région : Vienne et Deux-Sèvres, ils sont aidés par d'autres salariés de secteur en lutte (cheminots, énergie, impôts) : le courrier n'arrivera pas à temps. Un peu plus tard, ce sont les grévistes de la régie de transports poitevins Vitalis et des étudiants qui bloquent l'accès au dépôt. Conséquence : aucun bus ne circule ce matin, le trafic reprendra doucement en fin de matinée. Des grévistes sont allés en opération escargot à Chassneuil gueuler devant la maison familiale de Raffarin (député et ancien premier ministre ump) et également à Chauvigny chez Fouché (sénateur ump également).

Manifestation appelée par l'intersyndicale : beaucoup de monde ; lycéens et étudiants au cotés des travailleurs, 35.000 personnes selon les syndicats 15.000 selon la police. Ensuite il y a eu une action étudiante, à savoir l'occupation des locaux de la présidence de l'université à une quarantaine de personnes pour dénoncer l'attitude hostile de la présidence à l'égard du mouvement (mise en place du vote électronique, le recours à la police dans l'enceinte des facultés...). La BAC empêcha, pendant

rapidement lors de l'intervention des keufs ! (2, 3 personnes ont tout de même réussi à échapper au contrôle des keufs !).

Les flics sont tranquilles, ils savent qu'ils agissent au sein de l'Université (qu'ils ont affaire en majeure partie à des étudiants), de plus la présidence a dû veiller à ce que l'intervention se passe dans le calme ; en effet, faire intervenir la police au sein de l'université n'est pas chose facile pour une présidence qui cherche et se bat constamment pour soigner l'image de sa fac ; alors, si cela doit provoquer des débordements ; ça risque de faire pas mal de vagues dans le milieu universitaire (ou pas) (cf. communiqué de presse sur « l'okup ») !

Petite anecdote, le lendemain de l'expulsion de « l'okup », qui est invité à se rendre à l'inauguration et l'ouverture officielle de l'hôtel Fumé (bâtiment de la fac rénové et réouvert cette année), en compagnie de la présidence de la fac, de Ségo, le maire Cœur d'agglomération... ? Notre cher Jean-François Papineau !

Cette okupation n'apporta pas l'effet escompté par certains, bien loin de ce que ces derniers/dernières avaient pu vivre deux ans auparavant lors de l'okupation de l'amphi J (bâtiment de la fac) pendant un peu plus de trois mois, pendant le mouvement anti-LRU de 2008. Où un lieu de vie avait réellement vu le jour, où des rencontres et des affinités avaient pu être possibles ! L'époque où le campus avait

été tagué, ses pubs éradiquées, le dab détruit... Puis évacué suite à l'interpellation de 3 okupants (après un cassage de pubs, incendie de poubelle, violence sur keufs, et bris de vitre d'une banque)... 25 000 euros de dégâts au sein de l'amphi aux frais de l'université ! Cette okupation de 2008/2009, et le fait que la fac de Poitiers soit l'une des premières de France à devenir propriétaire de ses murs à partir de 2011/2012, a sûrement incité la présidence à changer de comportement à l'encontre de tout mouvement étudiant (cf. l'article sur l'évolution du comportement de la présidence) !

Okupons-la, trashons-la ta fac GESSON !

Comportement de la présidence de la fac à l'encontre des prémices d'un mouvement étudiant

- Fermeture de l'amphi J, pour y empêcher toute AG, et autres initiatives... L'okupation de l'amphi J courant 2008/2009 (mouvement étudiant anti-LRU) est encore dans les mémoires, et en particulier dans celle de la présidence (trois mois d'okupation, aucun dialogue possible entre les okupants et les représentants de la fac, tags, cassage des pubs du campus, cassage du DAB de la fac, interpellations sur le campus, 25 000 euros de dégâts dans l'amphi dont le vol de l'ensemble du matériel informatique sono...)

- La présidence ne veut pas céder d'amphi pour des AG, ou balade la coordination d'UFR en UFR afin de parasiter toute AG ! (La coordination étudiante joue son jeu, et ne veut surtout pas prendre un amphi de force !)

Les lycéennes, eux, ne s'en privent pas un matin, arrivant à 1 000 sur le campus ; prise de l'amphi 800 (suite au blocage par les flics de l'amphi J) pour une AG ; la police entrera dans l'amphi pour filmer, ils seront « priés » de dégager ! (Aucun mot de la présidence sur cet événement.)

- Suite à cela, occupation de la présidence par une quarantaine d'étudiantes, à la fin d'une manifestation syndicale, réclamant des comptes sur cette intrusion policière au sein de la fac, et protestant contre le vote électronique mis en place par la présidence, remettant en cause le vote du blocage de la fac ! La police est là en nombre, la discussion stérile entre les étudiantes et les représentants dure deux bonnes heures (interrompues par l'alarme à incendie) ; la présidence somme les étudiantes de partir d'eux-mêmes sinon ils se verront dans la nécessité de demander l'intervention policière pour libérer les locaux ! Les étudiants ne prennent pas le risque, tout le monde part ! Puis la décision est prise de faire une coordination au sein de la fac, mais la police en nombre bloque l'accès à la fac durant quarante-cinq minutes, et cela à la demande de la présidence !

- Le 20 octobre, des étudiants antibloqueurs brisent la vitre d'une porte coulissante de la fac de droit afin de pouvoir assister à leurs cours, et tout cela sous les vifs encouragements de Mme Lambert, la vice-présidente de l'université : « Vous êtes 500, ils sont 50, ils veulent le rapport de forces, donc allez-y ! »

Cette même Mme Lambert qui quelques jours auparavant avait d'elle-même forcé les barrages de la fac de droit, déblayant chaises et tables à l'aide de ses protégés antibloqueurs, agressant même un étudiant.

- Nouvelle tentative d'okupation de la présidence par une cinquantaine d'étudiantes, suite à une manifestation sauvage (blocage carrefours/rond-points...), encadrement policier assez important ! Cette fois la présidence a fermé l'ensemble de ses locaux, allant même jusqu'à baisser les volets de toutes les fenêtres du rez-de-chaussée...

- Intervention en surnombre des forces de police (trentaine de flics dont J.-F. Papineau vs 40 étudiantes) pour évacuer le bâtiment de Malraux (UFR quasiment plus utilisée) Intervention demandée par la présidence dans son ensemble !

De l'université à l'aliénation

Debout les damnés de l'université



La mobilisation contre la LRU a été bien moins importante que celle contre le CPE ; les étudiants ont été quasi absents durant le conflit des retraites. A partir de ces deux observations, les réponses se trouvent dans la mutation lente mais continue de l'Université.

D'abord, la loi LRU (liberté et responsabilité des universités) adoptée en juillet 2007 peut se résumer très brièvement par deux axes : plus de pouvoir bureaucratique et administratif, et plus de dépendance envers les financements privés. Cette loi LRU découle d'une réunion à Bologne en 1999, et est basée sur un rapport rédigé par Claude Allègre et Jacques Attali qui leur avait été commandé un an auparavant. L'Université est donc placée sous deux diktats : le diktat administratif et le diktat du marché.

Aux aspirations d'autogestion et d'ouverture sur le monde ouvrier exprimées dans les années 60, l'Etat a répondu par « autonomie », et en 2007 par « liberté » et « responsabilité » (ce qui n'est que l'expression du franchissement d'une étape supplémentaire dans la soumission au marché). Daniel Bensaïd s'exprime en ce sens : « En 68, nous voulions l'ouverture sur la société au nom du nécessaire passage "de la critique de l'Université bourgeoise à la critique de la société capitaliste". Avec la contre-réforme libérale et la détérioration des rapports de forces, cette ouverture à la vie est détournée en ouverture au marché. »

La réorganisation opérée par les lois successives (intensification du rythme d'étude, mise en concurrence...) ne vise que « l'assujettissement disciplinaire au marché du

travail et la réduction de la condition étudiante au statut de précaire en formation¹ ».

En 2004, le rapport « Education et formation » de l'UNICE (Union des confédérations industrielles et des entreprises européennes) exprimait ce que les patrons attendent de l'éducation : « Les employeurs pensent que l'on devrait accorder plus d'importance à la nécessité de développer l'esprit d'entreprise à tous les niveaux dans les systèmes d'éducation et de formation. C'est la condition préalable pour que les systèmes d'éducation et de formation contribuent à faire de l'économie la connaissance européenne la plus compétitive du monde. » L'éducation doit ainsi être partie prenante de la guerre économique mondiale que se livrent les trois grands pôles économiques : l'Union européenne, la Chine et les Etats-Unis.

D'un côté, les dirigeants politiques associent l'Université à la crise ; de l'autre, les étudiants s'en contentent bon an mal an. Bien sûr, la réaction estudiantine à cette nouvelle idée de l'Université existe. Elle s'est même exprimée durement en 2008 et 2009 (notamment à Poitiers avec l'occupation d'un amphi au milieu du campus pendant trois mois), mais sans trouver un enracinement construit, politique et durable. Si bien qu'aujourd'hui encore on pourrait croire « qu'il n'y a pas pour nous d'étudiant intéressant en tant qu'étudiant ; son présent et son avenir planifié sont également méprisables », comme l'affirmait Guy Debord en son temps².

En l'absence de conscience critique, la socialisation d'aliéné se transmet inévitablement.

A l'image de l'Université, son public aussi a changé. Il n'est

plus celui qu'a connu Debord. Si les étudiants des années 60 étaient peut-être des « petits-bourgeois », destinés à devenir les élites intellectuelles, avec les « phases de massification » successives, la population étudiante d'aujourd'hui est composite (ce qui ne permet pas d'en faire une classe à part entière). L'affirmation de Debord reste cependant en partie vraie : il n'y a pas d'étudiants intéressants en tant que tels, car ils ne se voient (pour beaucoup) que comme des futurs travailleurs, venus chercher à l'Université le « savoir » qui leur permettra de trouver un travail, et, qui sait ? monter dans la hiérarchie sociale. Leur avenir planifié est méprisable pour la même raison.

Avant, obtenir un diplôme, c'était obtenir l'assurance d'une intégration sur le marché du travail et dans la société capitaliste, traduisant l'acquisition de savoirs et de savoir-faire.

Maintenant, le diplôme traduit encore plus et de manière beaucoup plus directe la soumission aux nouvelles exigences économiques et sociales reproduisant la structure sociale, la division du travail (par l'enseignement de nouveaux savoirs, ou une orientation différente de ceux-ci).

L'Université d'aujourd'hui, à l'image des crédits européens ECTS, et à l'image de ce que les décideurs publics envisagent pour l'école en général, est une Université modulable, à la carte. Conséquence d'une gestion managériale, on cherche dorénavant à apprendre par « compétences » (traduction du terme bureaucratique universitaire de « valider une unité d'enseignement »). Si la notation disparaît peu à peu des écoles primaires, c'est au profit des grilles de compétences, assurant une reproduction bien établie de

45 mins, les étudiants de se réunir pour la coordination du mouvement; à la demande de la présidence de l'université.[0]

20 octobre :

Des étudiants antibloqueurs de la faculté de droit ont réussi à entrer en brisant la vitre d'une porte coulissante sous l'œil bienveillant de la vice présidente Mme Lambert en les haranguant ("vous êtes 500, ils sont 50, ils veulent le rapport de force donc allez y !") Comme tous les matins depuis deux semaines, l'intersyndical tente de bloquer le rond point de Porte de Paris (axe routier avec grand flux d'automobilistes), les flics sont là, ça finit toujours en barrage filtrant avec diffusions de l'information sur les luttes en cours et leur raison d'être, globalement la population soutient les luttes à grand coup de klaxons. Dans l'après-midi à l'appel de Solidaires 86, blocage économique du centre commercial GEANT qui finit mitigée pas un blocage total mais barrage filtrant également beaucoup moins réussi qu'au AUCHAN, sans doute du au nombre d'entrées...

21 octobre :

Encore un blocage du dépôt de bus de Vitalis, par des salariés grévistes, des étudiants, de la Poste, : pas de bus le matin. Au même moment, au campus, des étudiants antibloqueurs ont réussi à entrer au sein des locaux grâce à la vice présidente (elle a piqué les clés à l'administration)[1], elle a déclaré encore une fois d'appeler les petits fachos la corpo de la faculté de médecine pour casser les étudiants en lutte! En ville, des lycéens bloquent la porte de leur bahut, la police matraque, dans la "bousculade" des coups partent, le fameux chef de la police Papineau s'en donne à cœur joie, il giflé un lycéen qui lui rend l'appareil illico, il sera interpellé, mais une fois au comico il sera relâché (pour éviter une autre "scandale" papinealesque? en plein mouvement? Sans doute). Sans oublier que des portables qui filmaient cette "bousculade" seront confisqués et détruits par les keufs (heureusement d'autres vidéos ont pu parvenir[2] contrairement à celle de fr3[3] ou l'on voit Papineau faire les sommations pour la caméra); au final une fille blessée et hospitalisée, sans gravité. Des professeurs ainsi que la provo de l'établissement ont tenté de s'interposer face à la violence policière (le personnel éducatif a fait un communiqué pour dénoncer la violence policière[4]).

Après cette intervention policière, les lycéens d'autres lycées bloqués et perturbés viennent en

aide, puis tous-tes partent en manifestation sauvage (entre 1500 et 2000) dans tout le centre ville faisant tournés les flics en bourrique. Pendant ce temps-là , les flics occupés, n'ont pas vus la petite centaine de personnes (cheminots, postiers, étudiants etc...) qui occupent la gare pendant près de deux heures! Après cela, l'AG étudiante qui appelle à la démission de la vice présidence pour son militantisme antiblocage (et incitation a molester les étudiants bloqueurs !) , en plus de la nullité du vote par courrier électronique , une petite centaine de personne partent déambuler dans la rue bloquer la circulation du campus jusqu'à la présidence de l'université gueuler pour la démission de la dite vice présidente. Par ailleurs, les étudiants apprennent que la présidence a décidé de fermer administrativement la faculté de droit! (pour raison de sécurité dit on)

22 octobre :

RDV intersyndical a bloquer Porte de Paris, puis une AG s'est tenue devant la Médiathèque ou les salariés sont en grève depuis une dizaine de jours maintenant; Puis ensuite il y a eu un rassemblement devant la lycée Victor Hugo pour les soutenir; Des personnels du CHU (hôpital) font une AG avec des salariés d'autres secteurs en lutte (dont cheminots). Dans la matinée, il y a eu une manifestation qui a réuni entre 150 et 200 personnes aux abords de la Centrale Nucléaire de Civaux (a peu près 35 bornes de Poitiers) , l'accès au site est bloqué par les salariés grévistes sauf pour le personnel de la maintenance, la centrale était au ralenti!

En fin d'après midi il y a eu une AG populaire (comme tous les deux jours) puis un rassemblement pour une opération péage gratuit sur l'autoroute A10 qui a très bien fonctionner, une centaine de personnes, présence des flics évidemment, des sous ont été récoltés pour le mouvement étudiant et pour les ouvriers des raffineries en lutte!

25 octobre :

Il y a eu un rassemblement a Chauvigny (20 kms de Poitiers) de intersyndicale en soutien aux 143 salariés de l'usine de Valdivienne Buroform - rachetée en dépôt de bilan - (construction de matériel de bureaux) qui a réuni près de plus de 400 personnes, ambiance très combative et revendicative c'est dommage qu'il n'y a pas eu une action menée, les deux élus ump du pays chauvinois venus soutenir les salariés (Fouché et Herbert respectivement sénateur et 6 maire) ont été conspués

la hiérarchie sociale qui règne (qui décidera des compétences qu'il est bon de maîtriser, au nom de qui, pourquoi, et pour quelle société ??).

Aux antipodes de leur « projet », c'est un combat offensif qu'il faut mener. Un combat pour une Université développant des savoirs critiques sur l'organisation de la société (tant celle que nous subissons que celle que nous construirons). Pourquoi se contenter de vouloir sauver l'Université ou sauver la recherche, quand la meilleure des réponses est

la destruction de la hiérarchie partout où elle se trouve? Pensons plutôt l'Université en dehors des rapports de production capitaliste.

Arrêtons de croire à la promotion sociale par le travail, l'école ou la culture. Gérons tout nous-mêmes !

1. Judith Carreras, Carlos Sevilla, Miguel Urban, Curo-Universidad. Myths and reality of the Bologna process, Icaria, Madrid, 2006.
2. Guy Debord, Œuvres, Quarto, Gallimard, 2006, p. 733.

Les mains sales de Vinci

Le groupe Vinci Construction est le leader mondial de construction et des services associés. Il est en charge de différents projets internationaux.

En Russie, Vinci est l'un des participants au projet de construction d'une autoroute privée qui doit relier Saint-Petersbourg à Moscou, détruisant l'écosystème de la forêt de Khimki. Pour briser la résistance des écologistes et d'autres activistes contre l'abattage de la forêt et disperser l'éco-camp qui s'était établi sur le site de l'exploitation forestière illégale, les entreprises constructrices ont fait appel à des milices néonazies, chargées sous l'œil bienveillant de la police complice de « faire la peau » aux opposants. Pendant que les milices tabassaient ces opposants au projet, la police a arrêté plusieurs militants – dont Alexey Gaskarov et Maxim Solopov, militants antifascistes, qui risquent sept ans de prison pour leur engagement politique.

Au Niger, l'action de Vinci en complicité avec l'Etat français est plus que floue : de l'exploitation des travailleurs nigériens aux complots visant à perpétuer le monopole des sociétés françaises sur ce territoire, et à maintenir l'occupation militaire française sur place, en passant par le pillage organisé de l'Afrique, Vinci, Areva et autres avancent masqués en Françafrique.

Plus près de nos contrées, Vinci a été retenue pour construire l'aéroport de Notre-Dame des Landes, destiné à accueillir des Concorde qui ne volent plus depuis des années.

Vinci construira et gèrera, en partenariat avec la SNCF et RFF, la LGV Bordeaux-Paris, construira le futur viaduc qui passera au-dessus de la gare à Poitiers. Comme quoi, la fac mène à tous les débouchés : Vinci s'intéresse de très près à l'enseignement supérieur, ce qui constitue sûrement la meilleure des réponses à ceux qui prétendent que l'enseignement n'apporte aucune richesse (bien que les richesses que nous voulons tirer de l'éducation ne soient pas de cet ordre). En effet, à Poitiers, depuis 2009, le groupe s'investit dans la « Fondation Poitiers Université » aux côtés de 24 autres « partenaires » (entreprises privées, des collectivités territoriales, des particuliers et des organisations professionnelles). L'objectif est de « renforcer les liens avec le monde socio-économique », en intervenant autour de 5 thèmes : le rayonnement international, les compétences (adéquation formation-emploi), l'innovation, le soutien à l'étudiant, le développement durable (cf le superbe site internet de la fondation1)

Aussi, le ministère et l'université Paris Diderot-Paris 7 ont choisi de construire plusieurs bâtiments en ayant recours à un partenariat public privé (PPP). Pour faire simple, l'Etat désigne un « propriétaire » privé qui construit le bâtiment et le loue à l'université pendant une période de trente ans, au lieu de faire construire lui-même les bâtiments. Une fois cette période écoulée, l'université deviendra propriétaire. Le contrat final tourne autour de 273 millions d'euros pour la construction de deux bâtiments, et le projet de Vinci n'était ni celui qui correspondait le mieux aux projets de l'université ni le moins cher. Depuis, le projet a du plomb dans l'aile. Des problèmes de sécurité ont été constatés2, les permis de construire ont eu du mal à être obtenus (après avoir été refusés dans un premier temps, des recours ont été déposés, qui ont bloqué le processus). Enfin, Vinci a fini par virer l'architecte, qui contestait le projet (notamment sur la sécurité de telles constructions).

En termes de sécurité, on peut toujours faire confiance à Vinci : la multinationale a construit le terminal E de l'aéroport de Roissy, qui s'est effondré en faisant quatre morts, en 2004.

Voilà les personnes qui sont en charge désormais de l'Université, voilà ce que la privatisation apporte à l'Université.

1. <http://fondation.univ-poitiers.fr>

2. Le Canard enchaîné du 14 avril 2010, « Vinci veut construire une fac aux planchers branlants ».



« Écoute, regard, pour une poignée de dollars

Les jeunes sont prêts à aller au placard

Deal, biz, braquage en temps de crise
Espèce de bâtard, accuse le pouvoir,
écoute »

Ideal J. Pour une poignée de dollars...



Depuis quelques années, on assiste à un recrudescence de

braquages en tout genre dans Poitiers et son agglomération. Pourtant, l'image de Poitiers la calme, son passé médiévale et catholicité, et son université érudite est encore prédominante. Et derrière cette image bonhomme (cf paroles du maire Alain Claeys sur la bonhomie poitevine ou bien sur les paroles d'un leader bureaucrate des jeunesses socialistes dont on taira le nom, pour ne pas lui faire de la publicité, à propos du « pékin poitevin moyen »), bon enfant, il y a des moments et des gestes qui dénotent terriblement. L'on pourrait revenir sur les actes de destructions des panneaux publicitaires, des tags, des vitrines de magasins ou bien encore des poubelles renversées et brûlées après chaque soirée estudiantine.

Mais le braquage, comme le dit communément le dictionnaire, attaque à main armée, a le mérite de poser clairement les antagonismes et les écarts entre les possibilités de se procurer de l'argent (contrairement au vol à l'étalage) et les envies ou bien les nécessités matérielles de l'individu braqueur. Le braquage fait gagner du temps et de l'argent ; au lieu d'aller travailler, il permet de se tenir à l'écart des ennuis matériels pour un moment (enfin cela dépend de la somme récupérée bien entendu). Loin l'idée d'idéaliser le braquage (contrairement aux anarchistes illégalistes ou bien aux bandits sociaux/révolutionnaires) qui n'est autre qu'un moyen de s'extraire de l'esclavage salarié, ce geste hante encore une partie des mouvements révolutionnaires. Car bien entendu un braquage est l'objet d'une attention particulière de la police et de la justice ; des instances de punition et de banissement (d'ailleurs qu'il soit meurtrier ou pas le braquage est considéré comme un crime passible de vingt ans de réclusion...). A propos du braquage, on peut naïvement se poser la question de savoir si le braquage fait gagner du temps ou bien sortir du temps (prison, clandestinité...) ? A cela quelques réponses et critiques peuvent être apportées : seules les expériences et les contextes du passé peuvent donner des pistes..

Poitiers et sa région sont en train de changer, ici, il y a très peu de place pour les gens qui n'ont pas de travail dans le service public ou bien dans le tertiaire ou bien les grands pôles de compétitivité liés aux industries de la connaissance, de plus les activités agricoles se perdent de plus en plus, elles ne persistent que par auto-suffisance ou bien à crédit (en témoigne les différentes journées-actions des producteurs-agriculteurs dans la région dont la mémorable auto-réduction dans un supermarché à Montmorillon). Et à côté, il y a le poitiers qui galère, celui de la précarité galopante, du chômage, d'une misère sociale que la mairie tente de juguler à travers ses dispositifs associatifs, ses médiations socio-culturelles....

Ainsi, les braquages qui ont eu lieu ces derniers temps, sont ceux de la guerre sociale en cours, de la crise diront certains, d'autres de véritables « crèves-la-dalle », bref ce qui frappe dans ces braquages à la poitevine c'est le caractère insolite et misérable (au sens de misère). Les bijouteries du centre ville ou bien en campagne comme à Neuville-du-Poitou ont connu à plusieurs reprises des attaques, le Lidl à trois reprises en deux mois, dont un homme qui braque le Lidl ou bosse sa voisine caissière, encore que le département charentais en a connu près d'une dizaine en moins d'un mois.. Ce sont deux jeunes de vingt piges qui attendent la fermeture d'un domino's pizza, un jour c'est la boulangerie aux 3 cités, puis un autre c'est La Poste qui se fait braquée aux Courronneries.

Tous ces actes sont là pour rappeler les braquages qui se font dans la vie quotidienne des gens, ce sont entre autre, le travail, le loyer, le crédit pour la maison, les emplois de merde, les miettes des prestations sociales, les crédits à la consommation, les humiliations en tout genre, les braquages mentaux également par exemple comme la télévision, le Prozac et j'en passe tout ce qui tue à petit feu....



pendant près d'un heure non stop!

26 octobre :

Dans la nuit précédente, il y a eu un acte de sabotage sur des chemins de fer au nord de Poitiers, au niveau de Chasseneuil du Poitou : un train de 200 passagers de la ligne Paris-Bordeaux a mis 9 heures pour arriver à pont port. Blocage économique de la zone commerciale de Poitiers - Sud avec plus d'une centaine de personnes pendant après de deux heures, pas très efficace car des consommateurs passent, la police est sur place, elle est prise de panique lorsque le sous-chef local n'a pas été entendu une première fois lors de la sommation... Les manifestants s'en vont car il était prévu par l'intersyndical de bloquer deux heures seulement....

27 octobre :

Les lycéens ont appelé à une rassemblement devant la préfecture en milieu d'après midi, il y avait du monde mais pas d'ambiance, seulement un discours, une présence très notable des organisations des jeunesses socialistes venues faire leurs rackets....

28 octobre :

Blocage dans la matinée du centre de distribution de la Poste à l'appel de CGT et SUD (ni camions et facteurs) jusqu'à la manifestation de 10h. Au même moment blocage du dépôt de bus de Vitalis toute la matinée. Puis à 10h grande manifestation elle part du quartier populaire des Courronneries, on voit qu'il y a moins de monde 20 000 (disons que pour Poitiers, c'est déjà pas mal), mais la détermination est toujours aussi forte, ça fait chaud au cœur. Tiens les keufs remettent leur brassard sans doute lié à la fameuse (ou fumeuse) polémique des flics/casseurs... Arrivée à la préfecture la manifestation se disperse, on est de moins en moins nombreux donc les voitures peuvent passer, là deux gars montent sur bagnole, les bacqueux foncent sur eux, les arrêtent et les foutent en cellule de dégrisement. Finalement ils en ressortent tranquillement. Curieux....

2 Novembre :

le matin, AG étudiante qui vote le déblocage des facultés (arff les étudiants-consommateurs de Droit)...mais le principe d'occupation est approuvé...

A l'appel de l'assemblée populaire / collectif "solidarité pour la grève générale", une manifestation nocturne rebaptisée pour le coup Charivari réunit une petite centaine de personnes, à coup de pétards et de coups de bâtons casseroles, de cris, de slogans, fait du bruit dans le centre ville de Poitiers terrassée par les chantiers du projet "Cœur d'agglomération". Amusant sur les

bords , les flics au taquet (bon on commence a être habitué). Ca fait le tour de la mairie des fenêtres prennent quelques pétards (à ce moment les rares jeunes socialistes s'en vont ..), tombe quelques barrières de chantier estampillées "Coeur d'agglo", un logo du magasin SFR fracassé , et puis on entend un bruit : une pierre qui échoue sur la vitrine du magasin Bouygues (dommage) la volaille n'avait vu qu'du feu. Puis le charivari finit avec un petit repas place du Marché....

3 Novembre :

Encore un blocage du dépôt de Bus Vitalis pendant toute la matinée...

4 Novembre :

Occupation universitaire - qui échoue : détails : <http://juralibertaire.over-blog.com/article-occupation-universitaire-a-poitiers-4-novembre-60305130.html>

6 Novembre :

Manifestation qui part du Pont St Cyprien, encore moins de monde que la dernière fois 15.000 personnes a tout casser.

[0] communiqué et photos

:<http://www.antirep86.fr/2010/10/21/communiqué-de-presse-detudiants-mobilises-et-du-comite-poitevin-contre-la-repression-des-mouvements-sociaux/>

[1] vidéo :

http://www.dailymotion.com/video/xfb044_blocusvideo_news#from=embed&start=37

[2] vidéo :

<http://www.youtube.com/watch?v=g9rDIGCybMs>

[3] vidéo : <http://limousin-poitou-charentes.france3.fr/info/poitou-charentes/blocages-tous-azimuts-a-poitiers-86-65493756.html>

Le Grand Condé, le petit condé et le proc'

Un conte pour électeurs.



Nous l'avons constaté, notre bon préfet, ex militant jeune gaulliste de l'UJP (ce qui lui donna l'occasion de copiner avec le tout jeune Sarkozy) est un homme d'ordre, du genre « passe la BAC d'abord on discutera ensuite ». C'est aussi un menteur : le 24 octobre 2009 il affirmait à la Nounou que des « instruments provenant de manifestants violents avaient été saisis » au 23. Or le procès verbal signé par la police a signalé qu'aucun objet n'avait été retrouvé à l'intérieur du bâtiment.

Mais on sait moins qu'avant de s'impliquer dans la vie poitevine, Bernard Tomasini



fut préfet du Val de Marne et à ce titre a géré l'affaire dite des « squatters de Cachan », en 2006.

Responsable direct de la brutalité avec laquelle furent traitées à plusieurs reprises ces familles qui durent attendre trois années pour être relogées, on se souviendra de la manière dont nanar fut « piégé » au téléphone (pour le magazine Hyperlink) par l'imitateur Gérard Dahan qui se faisait passer pour... Gérard de Villiers. En si bonne compagnie notre grand condé s'est lâché : Il ne voyait dans les oppositions à son action qu'un complot communiste et surtout squatteurs veulent reconstituer un village africain en plein Paris !" Bingo, ça valait les anciennes « odeurs » de Chirac et le récent « colonialisme musulman » de Marine La Pen.

Un village africain en plein Paris, rendez-vous compte, ça vaut une horde de barbares dans notre bonhomme centre ville un samedi d'octobre 2009 !

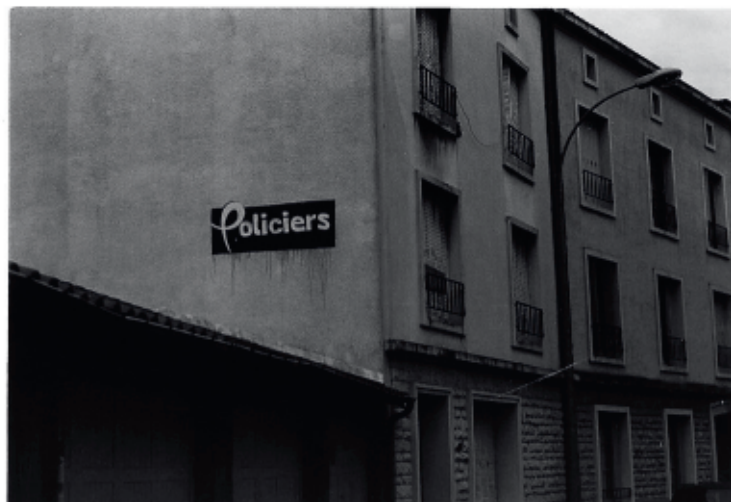
Il faut dire que les centre-ville ça travaille dur édiles et argousins de tous niveaux et de toutes les couleurs politiques. A côté du Grand Condé avec ses états de services évoqués ci-dessus il y a Pierre Sennes. C'est le proc près du gueuloir de grande instance (Le Dab de la Cigogne comme l'écrivait Balzac) nommé à Poitiers le 30 mars 2009 qui est, lui aussi, un spécialiste : il fut l'un des artisans de la mise en place des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance qui « attribue clairement la responsabilité du pilotage de la prévention administrative, d'une part, au préfet pour l'échelon départemental, d'autre part, au maire à l'échelon local. » Bref un véritable

expérimentateur qui fut il n'y a pas si longtemps, traité de « Papon » par un « gâs qu'a mal tourné » mais qui avait quand même quelques connaissances élémentaire de l'histoire de notre république. « Le procureur est un salaud, un Papon ! », gueula-t-il. Le rapprochement ne plut pas aux huiles. Pourtant Papon siégea sur les mêmes bancs et au même gouvernement que le papa du Grand Condé du Poitou. Y aurait-il là dessous un vieux règlement de compte œdipien ? René Tomasini, le père aurait-il été lui aussi un salaud comme son pote ? certainement pas, il ne fut que secrétaire général de l'UDR et parrain politique de Charles Pasqua : un brevet de respectabilité !

La loi sur les conseils locaux de sécurité (2007) de notre proc' est claire : elle « institue le maire, au plan local, comme "pilote" de la prévention de la délinquance et conforte ainsi sa légitimité vis-à-vis des autres acteurs institutionnels. » Cela nous mène tout droit à la troisième tête de notre monstre tricéphale, le petit condé de Poitiers, nout'bon maire.



Son boulot à lui c'est cœur d'agglo (voir article par ailleurs) : organiser un centre ville bourgeois et moyen bourgeois bien desservi par Vitalis pour le plus grand bien de la consommation et



repousser ou maintenir les pauvres hors la cité mal desservie par le même Vitalis. D'un côté un centre ville propre, net, sans mendiants ni gauchistes, des jeunes, certes, mais étudiants et propres sur eux avec carte de l'Unef ou de la MJS, une culture aseptisée. De l'autre des cités circonscrites, surveillées, animées socioculturellement, à qui ont fera quelques fleurs du genre proposé par madame Franco présidente du comité de quartier Saint Eloi : « Mes projets de marché hebdomadaire et de balade jusqu'à la forêt de Moulière vont finir par aboutir. Je pense également lancer un concours de balcons fleuris, et instaurer un compostage collectif. J'aimerais aussi que des tables en béton avec des trames de jeux de société soient installées près du bassin d'orage. ». Avec ça tout ira mieux ! En attendant le conseiller municipal en charge de la prévention de la délinquance et de la tranquillité publique, le sous-condé Bonneton réclame une présence policière accrue dans le quartier, on n'est jamais trop prudent !

Tout remodelage urbain s'accompagne d'une politique des transports. L'occasion pour instaurer leur gratuité ? Pas pour le bonhomme Claeys qui représente la version de gauche de la trilogie sécuritaire expérimentale poitevine (TSEP). il veut pas de la gratuité... ça ne serait pas égalitaire estime-t-il. Comme l'a fait remarquer Maryse Desbourdes, alors, l'école « gratuite » n'est pas non plus égalitaire ! Rien à voir rétorque l'édile en chef. Bon, on pourrait le comprendre : faire payer le bourgeois qui va ou vient du centre ville pour permettre aux chômeurs des cités de venir s'éclater à la FNAC ou à ND la

Grande. Pourquoi pas ? Mais ce n'est pas ça, c'est faire payer tout le monde, ceux pour qui un billet de bus ne représente rien et ceux pour qui c'est un frein à la



libre circulation.

L'argument égalitaire est de pure démagogie car si il voulait faire payer plus aux plus riches pour ne pas se priver des 5 millions d'euros que coûteraient la gratuité il faudrait que ce noble geste s'applique partout ! Ainsi, les 10 millions d'euros de subventions aux voyous de Ryanair (10 millions en 10 ans, 770 000 euros cette année comme l'an dernier) champions du monde de la dérèglementation à qui ça sert ? (trois destinations : Barcelone, Londres et Edimbourg). Aux pauvres qui prennent l'avion ? Aux promoteurs du tout tourisme qui se frottent les pincés à chaque hausse de l'immobilier... et rachètent des immeubles en centre ville ? Le syndicat mixte qui gère l'aéroport avait timidement demandé une diminution de cette contribution. Le pdg lui a cloué le bec vertement : « Ryanair est un transporteur qui cherche à réduire les coûts pour ses passagers,

pas une entreprise de charité fondée pour le plus grand bien des aéroports. » Qui en doutait ?

Il y a des gens plus égaux que d'autres.

Autre exemple les 19 millions accordés pour la ligne LGV Poitiers-Limoges que les modestes riverains refusent, alors que l'on étrangle ou supprime les petites lignes (que les modestes riverains réclament) c'est pas un cadeau pour les cadres et les hommes d'affaire qui circulent toutes les semaines en TGV ? Un cadeau pour le BTP qui utilise des travailleurs clandestins au noir, sous payés ?

Et les Feuillants ? belle opération égalitaire. Un rachat au diocèse de Poitiers qui coûte trois millions d'euros (il fut un temps ou les républicains saisissaient purement et simplement les biens de l'Eglise, mais c'était il y a longtemps). Précisons quand même que si ces saints vieux murs (1) tiennent encore debout c'est grâce aux fonds publics que l'Etat refile à hauteur de 10 % des frais à la curaille pour entretenir ce coin de paradis. Et tout ça pour quoi ? Pour offrir un gueuloir neuf et rutilant aux Pierre Sennes et à ses successeurs, pour mieux punir les pauvres, mieux défendre la propriété, le travail et la patrie. Et c'est vrai qu'avec la mise en œuvre de Loppsi il va y avoir du boulot.

(1) Fondé par les jésuites. Anecdote, suite à la défaite de 1870 c'est là que fut prononcé le vœux de construire le sacré cœur à Paris pour expier les péchés qui furent à l'origine de la défaite... et qui conduisirent à l'« horrible » commune de Paris. C'est sur le « sang des copains » que s'érigera la basilique conçue par un esprit tordu dans ce bague clérical d'enfants.



Egalité encore... face aux ordures



I l n'y a pas qu'à Poitiers que les ordures posent problème. Dans 6 communautés de communes de l'Est et du Sud Vienne (88 communes et 67 000 habitants) elles sont ramassées et traitées par un syndicat interdépartemental mixte pour l'équipement rural (Simer). Rassurez-vous elle ne traite ni les panneaux Decaux détériorés, symboles de la gabegie consumériste, ni encore moins les déchets nucléaires qui s'accumulent à Civaux. De ces derniers on ne sait qu'en faire et notre député UMP Lepercq, qui préside le Simer, du haut de son immense sagesse (il est, rappelons-le, un des spécialistes des questions tibétaines à l'Assemblée nationale), se contente de voter pour le nucléaire sans se préoccuper des déchets que l'on pourra toujours stocker en haut de l'Himalaya. Non, Lepercq est un petit spécialiste des ordures modestes, celles qui nous restent lorsque nous avons déemballé nos produits de supermarché, ou les épéchures de nos légumes. Non, pas tout à fait, pas pour tout le monde : à compter de ce 1er janvier les « déchets ménagers » ne seront plus ramassés dans la moitié des cantons couverts par le Simer (pourquoi cette moitié et pas l'autre ? Mystère). Reliefs de repas, épluchures n'auront d'autres solutions que le compostage. Et tant pis pour ceux qui n'ont pas de terrain, ils pourront mettre dans leur salle de bain ou sur leur balcon (quand ils en ont un) le magnifique composteur en bois que le Simer nous propose pour une somme réduite. Un presque cadeau, se vante-t-il. Un cadeau qui vous est offert par les taulard de la prison de Saint Maur qui



travaillent pour la modique somme de 1,50 euros de l'heure soit entre 200 et 250 euros par mois pour fabriquer ces composteurs qui permettrons à Lepercq de « compresser les dépenses » en ces temps de « crise » tout en faisant œuvre de bienfaisance en permettant aux délinquants de se faire un pécule. Le brave homme !

Que s'est-il passé ? Le Simer qui perd du fric dans son activité travaux publics (branche à la limite du redressement judiciaire, au servise des rond-points et de l'aménagement « touristique des centre bourg) essaie de se rattrapper sur les ordures dont il a la charge sur une partie de son territoire de compétence. Résultat, 2008, augmentation de la redevance de 3 %. L'année suivante, date de départ du tri sélectif, augmentation des... 14 % ; 2010 + 8 %. On a oublié 2007...

cette année d'élection présidentielle, pas d'augmentation.

Au premier janvier de cette année 2011 nouvelle

réforme qui entre en service, la conteneurisation. On ne ramasse plus au porte à porte mais par lieu regroupant plusieurs maisons. A vous d'y acheminer vos sac. Si la jurisprudence oblige à ne pas avoir plus de 200 mètres à parcourir, dans les fait la distance peut avoisiner les 500 mètres. Ainsi personnes âgées et handicapés pourront toujours se consoler en lisant les publicités mensongères sur « le maintient à domicile ». Cette inégalité flagrante on la retrouve aussi dans la redevance. Ainsi, une personne âgée, vivant seule, consommant très peu, paye la même redevance qu'une famille aisée de trois enfants, accumulant produits de consommation divers avec ses multiples emballages !

L'aménagement de ces emplacements avec conteners va coûter au Simer 180 000 euros mais il table sur une économie en amont de 500 000 euros par an. Si on compte bien ça va donc faire un bénéf net annuel de 320 000 euros. Comme le simer n'est pas une entreprise destinée à faire des bénéfices on pourrait s'attendre à ce que la redevance baisse. Il n'en sera bien entendu rien.

Le résultat sera, côté personnel, un accroissement du rythme de travail, il faut ramasser toujours plus vite pour économiser. Là où il y avait deux ripeurs il n'y en aura bien vite plus qu'un seul, pour le même tonnage d'ordures collectées. Mais le personnel, le Simer s'en tape autant que de l'égalité. Il n'est qu'à écouter son vice président Gilles Bigot, factotum de Lepercq sur ce dossier, adjoint au maire de Chauvigny et vice président de la communauté de Communes du Chauvinois,

déclarer dans la NR à propos des inégalités flagrantes dans la gestion des ordures : « La justice je ne la connais pas et elle n'existe pas ». On est prévenu.

Mais d'où viennent ces économies ? Avec les points de regroupement on économise de la distance et du temps... théoriquement. 2 900 000 euros ont été investis pour la modernisation du ramassage et de la chaîne de tri... Ce qui va entraîner la suppression de 22 emplois (dont 12 à la chaîne

de tri). Mais ce n'est pas grave rétorque le Simer, ce n'étaient que des CDD ou des intérimaires... ça ne jouera pas ou presque sur les chiffres du chômage dans le département ! C'est l'essentiel. Après tout, après Aubade et Domoform le Montmorillonnais la population est habituée aux agissements des zélés zélus. Signalons quand même que les 2 900 000 euros investis représentent plus de quatre années du salaires des licenciés.

Une dernière remarque, c'est quoi cette histoire de ramassage et de tri ? Ça ne concerne pas toutes les ordures (ni le nucléaire, ni les panneaux Decaux, ni les déchets ménagers ni même les politiciens on l'a vu), mais seulement, pour la plus grande partie, les emballages des produits de consommation qui ne sont, sous couvert d'hygiène, destinés qu'à faire vendre davantage, à appâter l'œil, à faire vivre le business et la concurrence. Autrement dit nous payons pour éliminer ces emballages après les avoir payé une première fois dans les échoppes. Une double peine.

A propos de la tempête de Xynthia et sa gestion par L'Etat

1

Une tempête nommée Xynthia frappe plusieurs pays, surtout les pays d'Europe de la côte atlantique. La France est la plus touchée avec ses 53 victimes. Destruction de quartiers entiers, villages sinistrés, équipements publics ou privés endommagés etc... Suivi d'une détresse, de la peur, et d'une consternation. Les médias couvrent l'événement donc tout le monde en parle. Plusieurs départements sont touchés, mais c'est surtout la Vendée et la Charente-Maritime qui sont touchées. L'État d'urgence est décrété !

2

L'État fait de la communication, gère émotionnellement : les autorités se déplacent comme la présidente de région en Poitou-Charentes, ou bien le président de la république en personne. Ils réagissent..Ils sont sur place. Ils soutiennent les sinistrés. Ils font des promesses. Larmes de crocodiles.

3

L'état étant l'essence même de la sécurisation des biens s'active et pour cause : La tempête profita à quelques trainards du samedi soir de s'adonner aux joyeusetés des pillages de magasins de commerces du port de la Rochelle : tabacs, bouteilles d'alcool, vêtements, friandises et autres marchandises. Résultat des CRS bloquent sont postés à plusieurs endroits de la ville mais surtout là où les pillages ont eu lieu : centre ville bourgeois.

4

La richesse du Poitou-Charentes provient essentiellement de ses côtes donc du département de Charente-maritimes, et de la spéculation financière dans le domaine de l'immobilier sur les zones côtières (ile de ré etc....) , mais pas seulement , depuis quelques années dans les terres: Poitiers et Angoulême par exemple.

5

« L'état ne peut pas tout » est l'adage que partagerait Philippe Berre et Lionel Jospin, les boursicotages financiers de la bourgeoisie locale. Ces derniers n'ont pas la même perception des marges de manœuvres d'un État. Comme de nombreux camarades communistes libertaires/anarchistes par ailleurs.

6

Des autorités locales sont mise en cause, comme en Vendée où l'on parle de conflits d'intérêts financiers, politiques et de népotismes. De digues pas rénovées depuis plus d'un siècle et demi, de l'hypertrophie des permis de construire en des zones à risques, c'est-à-dire inondables alors même qu'une instance décrit ces dangers à venir si rien n'est fait...Des sinistrés attendent de l'aide. Le besoin de l'état se fait attendre, on ne voit que de lui larmes de crocodiles et des militaires.

7

Charron, petit port de pêche, village des coquillages, du marais poitevin est sinistré. L'état n'est pas là, les habitants s'organisent ; un homme vient les aider, il s'agit de Phillippe Berre* surnommé l'escroc. Arrivé déguisé avec des appareils d'un homme d'état en l'occurrence celui d'un haut fonctionnaire du ministère de l'agriculture, parvient, grâce aux deniers et autres machines de l'état à dégager les voies d'accès du village, a réquisitionné du carburant , a redonner le sourire aux habitants. Il se rend utile.

Démasqué par le maire jugeant louche, la rapidité avec laquelle une administration et une bureaucratie peuvent réagir pour son patelin s'informe et le balance. Direction prison de Vivonne. Malaise au village : il a fait ce que l'état n'a pas su ou pu faire à temps...

8

Les technocrates de l'État travaillent : il font un quadrillage des zones inondables. La zone noire = plus de maison, en échange l'État offre 250.000 euros. Près de 1500 maisons (dont 595 en Charente-Maritime) risquent d'être rayées de la carte. C'est la consternation mais surtout de la colère! Des habitants refusent ce quadrillage imposé par l'état :celui qui a travers ces instances locales a laisser-faire, laisser aller tant que le marché de l'immobilier flambait et construisait à tout va .

Curieux quadrillage lorsque l'on sait que des pans entiers de maisons sur ces communes très huppées ne seront jamais classées dans les zones noires comme sur l'île de Ré ?

Caractère de classe : Riches, hommes politiques, stars du show business ont des villas qui coutent plus que le prix proposé par l'État , elles ne seront jamais en zone noire (par exemple celle de Jospin à Ars-en-Ré).Par contre, celles des pêcheurs ou celles de la petite classe moyenne elles seront rasées.

9

Les habitants s'organisent, des collectifs contre les destructions et la préservation du pays et du patrimoine se sont créés, et manifestent : 500 personnes aux Boucholeurs, 400 à Fourras ,500 à la Faute sur Mer (Vendée), 400 sur le Pont qui mène sur L'île de Ré. Un préfet s'est fait molesté lors d'une réunion d'information .Les populations réclament le droit de rester vivre (l'enracinement) et demandent à être protégé par des digues. (Biopolitique)

10

Face au mécontentement l'État recule un peu, joue le temps, le jeu de la division entre les communes et de l'expertise . Bien entendu des familles ont pris les 250.000 euros. Aujourd'hui même, rien n'est joué pour de nombreuses maisons. La vigilance continue. Même les assureurs suivent : les tarifs vont augmenter.

*Un film A l'origine (2009) retrace l'histoire de cet homme (rôle joué par l'acteur François Cluzet), qui a contribué à relancer la construction d'une portion d'autoroute dans la Sarthe, en se faisant passer pour un directeur de travaux publics. Il a ses détracteurs : celles et ceux qui l'a escroqués pour le financement, mais aussi beaucoup d'admirateurs : des ouvriers (anciens chômeurs et précaires) le remercient car ils ont été formé grâce aux travaux sur l'autoroute (ils ont toujours un boulot mais dans d'autres entreprises) et aussi pour la relance d'une économie au niveau local. Ce qui crée toujours un malaise. Il est actuellement incarcéré à la prison de Vivonne.

A propos de Cœur d'agglomération et de son monde

Travaux publics : promotion du pouvoir et domination

On est en plein dedans, dans les énormes travaux de rénovation urbaine de l'agglomération de Poitiers. C'est abrutissant, ça martèle, ça pilonne. Les ouvriers, techniciens et autres ingénieurs sont sur le pied de guerre.

Au départ, une écrasante majorité des habitants est favorable au projet de rénovation urbaine Cœur d'agglomération.

En effet, quand on annonce que le centre de votre ville va être plus beau qu'avant, que les façades des immeubles historiques seront refaits à neuf, qu'il y aura moins de voitures, que le piéton sera roi... n'importe quelle personne vous dira qu'elle est pour, car ça rime avec « nouveauté ». Les panneaux avec les schémas en 3D montrent à quel point la ville sera belle et lisse ; les familles seront heureuses.

Mais entre les projections fantasmagoriques des architectes et le quotidien des Poitevins, il y a un décalage sérieux. Il suffit de pas grand-chose, après tout, pour que les avis changent de ton. A peine les travaux entamés, on a vu de nombreuses personnes commencer à douter du projet, car à vrai dire il ne concerne pas l'essentiel que le centre-ville. C'est le quotidien qui a fait réagir les habitants : d'un coup leurs habitudes pour se déplacer en voiture ont changé, ils ralentissent. Ils parlent entre eux des galères dans les déplacements, des tilleuls abattus et du prix de cette rénovation (près de 25 millions d'euros). Les travaux font ressortir de terre une partie de l'histoire poitevine : la découverte de sarcophages médiévaux sous la place d'Armes...

Curieuse est cette manie de tout homme de pouvoir, en l'occurrence

12 A. Claeys, le maire, de vouloir construire pour marquer de

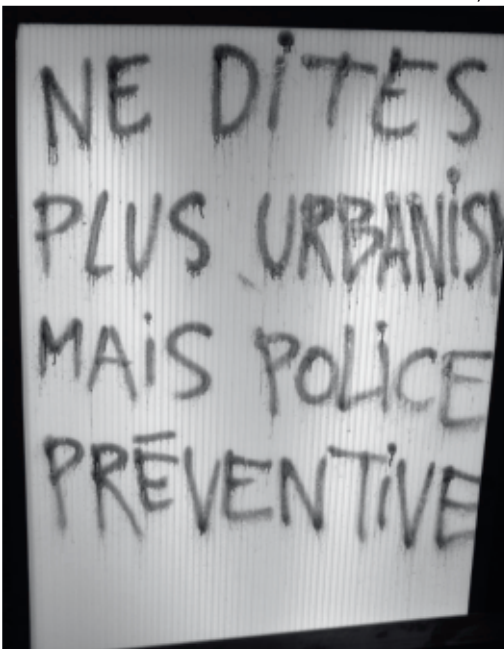
son empreinte son règne dans une ville, à petite échelle bien sûr, mais en lorgnant sur les passés glorieux des puissants – tel Mitterrand, de sa famille politique, Président-bâtitteur par excellence (l'Opéra-Bastille, l'Arche de la Défense, le Louvre et sa pyramide...). Les travaux d'Alain masquent quelque peu les difficultés économiques du secteur de la construction depuis le début de la crise, en 2008 (1).

Le plan se présente comme un bien d'utilité publique pour tous les habitants de Poitiers alors qu'il favorise en premier lieu ceux du Plateau.

Au-delà de la question de la durée des travaux, c'est réellement une conception – particulière – de la vie que la mairie et ses urbanistes promeuvent, avec clairement un alignement sur les affaires de la bourgeoisie locale. C'est ce que les sociologues appellent gentrification (ou embourgeoisement). En plus de l'augmentation des activités de services marchands, l'immobilier et les finances sont les leviers de la richesse de la zone littorale, en Poitou-Charentes. Les activités touristiques, les résidences secondaires du littoral qui poussent comme des petits pains (cf. Xynthia) sont également des sources de gains pour les tenants de l'économie locale (2).

Guerre territoriale : prévention et gestion des foules

Dans sa lettre mensuelle de novembre 2010 à ses administrés,



A. Claeys déclare :

« Chacun peut en convenir, notre société fabrique de la violence. Deux leviers principaux s'offrent à nous pour la réduire : l'urbanisme et l'éducation. »

Ses propos font écho à ceux d'un autre spécialiste de la répression dans les banlieues :

« Il faut considérer aujourd'hui la prise en compte de la sécurité comme naguère celle de l'incendie, ce qui a conduit à constituer des règles de sécurité incendie. Tous les architectes ont parfaitement intégré les contraintes d'évacuation d'un bâtiment en cas d'incendie. Il appartient aux architectes de se former aux problèmes de sécurité, et donc d'intégrer les solutions dans leurs projets. »

L'auteur de ces immortelles lignes, Jean-Pierre Duport, un grand commis d'Etat, est spécialiste de l'habitat et de l'urbanisme. Préfet de Seine-Saint-Denis, puis de la région Ile-de-France, puis de Paris, puis président du Réseau ferré de France (autre symbole de sa compétence en matière de quadrillage du territoire), actuellement président d'une SA de HLM (Domaxis).

Ainsi, cette notion d'espace défendable ne s'applique plus seulement aux incendies mais est dirigée contre la délinquance urbaine. D'ailleurs, Duport (certainement homme de gauche !) fut, en 1997, chef de cabinet du ministre de l'Intérieur J.-P. Chevènement – qui avait qualifié l'ennemi de « sauvageons » contre lesquels il fallait se protéger.

C'est ce que Jean-Pierre Garnier qualifie d'« architecture de prévention situationnelle », c'est-à-dire aménager les lieux pour prévenir le crime.

Evidemment, ce n'est pas nouveau : du baron Haussmann, désireux d'avoir les émeutiers en ligne de mire depuis tous les carrefours, aux bitumeurs de Mai 68 faisant disparaître en quelques mois tous les pavés, en passant par le no man's land des « fortifs » que franchissaient les apaches, les efforts urbanistiques pour circonscrire les pauvres et les « dangereux » ne manquent pas.

Ainsi, il y aurait un espace policé, composé de citoyens, et un autre

(hors la cité) composé des « dangereux » contre lesquels il faut se protéger : s'il fallait un exemple confortant notre rejet de l'idéologie citoyenniste, nous le trouverions facilement dans l'examen de ces « rénovations urbaines » qui sont une preuve éclatante qu'il n'est de citoyens que dans le discours d'idéologues stipendiés.

Pour organiser cet espace policé se protégeant des sauvages en les maintenant à la périphérie, il va falloir mettre en place une politique de protection faite d'équipements culturels, de policiers, de psychologues, d'éducateurs, etc.

Et, sur ce terrain, Poitiers est véritablement un laboratoire, avec ses trois têtes emblématiques (un préfet de police, un procureur de la République, un maire) dans un contexte sociologique fournissant un vivier sans fond d'éducateurs de tous ordres (voir autre texte).

Guerre contre les zones d'ombre où il y avait des traficotages de la survie ; guerre contre les pauvres, les précaires, les chômeurs, les zonards. Ne glorifiant en rien ce qu'était le centre-ville, nous pointons seulement que la bourgeoisie locale souhaite à tout prix jeter ce qu'elle nomme les indésirables : ceux qui squattent avec leurs bières à la main les rues piétonnes, ceux qui fument leur spliffs de manière éhontée, ceux qui mendient pour deux sous, ceux qui font leur petits deals. Celles et ceux qui échappent aux contrôles policiers.

Poitiers se sent belle et on n'arrête pas de lui dire, de lui ressasser sa grandeur médiévale ; seulement elle a bien pris un coup de vieux, donc il a fallu la faire entrer dans la modernité avec un grand M. Comme maquillages, ce seront : la construction du parc technologique appelé Futuroscope, puis celle plus récente du quartier de la gare en une espèce de quartier d'affaires (pour l'instant, c'est un fiasco complet...) ; et, dernier projet en date, la construction de la LGV Poitiers-Limoges. D'ailleurs, El Mustapha Belgsir, vice-président du Grand Poitiers, a présenté à Cannes, en novembre dernier, le projet Cœur d'agglomération au MAPIC (Marché international des professionnels de l'immobilier), qui consiste à attirer des enseignes commerciales, des promoteurs, des investisseurs susceptibles de s'implanter dans la région (3).

L'urbaniste : un ennemi qui vous veut du bien

Comme on l'a dit précédemment, les urbanistes d'aujourd'hui ont dans leurs petits plans tout droit sortis de leurs petites têtes, non pas seulement la possibilité d'« embellir » une ville, un quartier ou une cité, mais aussi la possibilité de mettre en place des dispositifs et de gérer la circulation de flux humains et de marchandises. L'urbaniste est devenu un agent aussi redoutable qu'un agent du service de renseignement. Dans leur plan, la spécialisation est à l'œuvre : comme les milliers d'immeubles de véritables cités-dortoirs dans les années 60-80, la ségrégation spatio-temporelle et répressive est déjà pensée ; il lui faudra un label éco-construction pour que ce soit accepté par les babas cool, comme ça l'est déjà pour les projets d'éco-quartier (cf. Le futur projet d'éco-quartier de Magnals à Mignaloux-Beauvoir) (4).

Pour le reste des quartiers populaires, on détruit des bâtiments afin de reloger les gens dans d'autres immeubles un peu moins déglingués (par exemple, des Couronneries aux Trois-Cités, ou bien des Trois-Cités aux Trois-Cités [sic]) ; et on favorise des logements sociaux de bas étage et on construit des maisons individuelles en bas des dernières tours qui restent encore debout pour des accessions à la propriété qui endettent des familles (pas forcément aisées, loin de là) sur plusieurs années. Il s'agit de disperser un peu plus loin ces classes dangereuses pour les rendre moins visibles et plus isolées. De les remplacer par un saupoudrage de petite bourgeoisie intellectuelle peu riche non plus, mais plus conforme idéologiquement



Dépossession de nos vies

C'est toujours le même schéma qui se produit : le citoyen-habitant est complètement dépossédé de l'élaboration des projets urbanistiques. Seuls les architectes, la mairie et ses gestionnaires de l'habitat de l'urgence sociale vont vous déclarer le contraire ; l'habitant, le démocrate/citoyen participatif a été bien entendu parce qu'il a réclamé (pétitions, requêtes, etc.) des rénovations ; parce que la loi de rénovation urbaine les a réclamées, et surtout parce que ces mêmes maîtres les ont voulues.

Cette dépossession des futures personnes qui vont peupler les nouveaux immeubles est à l'image de la place qu'elles ont au sein du processus de production de la société marchande et capitaliste.

1. La Nouvelle République du 6/12/10, « Analyse : Ne pas rater Center parcs et la LGV ».
2. Voir les chiffres de l'INSEE sur la région Poitou-Charentes.
3. Poitiers magazine (mensuel d'information de la Ville de Poitiers) de décembre 2010 (n° 182) p. 13.
4. La Nouvelle République du 15/01/11, « L'éco-quartier des Magnals à l'horizon ».



Un an après les « événements » du fameux 10 octobre, la répression policière est toujours aussi présente sur les acteurs et actrices du mouvement social local.

En ce qui nous concerne, -et on le répète depuis le début- il n'y a pas réellement un avant et un après 10 octobre, c'est sur le reste de la population poitevine (une légère coupure s'est opérée : cristallisation autour de la personne de Papineau, chef de la police locale) mais surtout sur la jeunesse que le pouvoir policier aiguise ses savoir-faire...

Rien ne doit se passer ici à Poitiers. Les flics débarquent rapidement sur les lieux de lutte : les squats sont délogés manu militari, les actions des lycéens et étudiants sont surveillés comme du lait sur le feu, et le contrôle incessant de personnes considérées à risque persiste, quoique l'on peut noter une certaine baisse.

Bien entendu cette pression policière s'exerce prioritairement sur la jeunesse. Certes, les militants gauchistes et anarchistes sont visés, mais cela va bien au delà du clanisme politique. C'est comme si il y avait une stratégie de biologiser la jeunesse afin de l'appréhender comme un corps étranger dans le but d'établir des schèmes de pensées et des systèmes de contrôle pour la diviser, l'isoler pour la mater plus facilement. Dans une ville où il y a près de 30.000 étudiants, les contrôles de terreur sont assez simple à mettre en place, sous couvert de la protection de la jeunesse ; on accentue les contrôles routiers les jeudis soirs, on affine les tests anti-drogues, on perquisitionne une chambre ou un studio pour moins d'un gramme de cannabis, on surveille des maisons ou des bouts de terre occupés, on fait des traquenards lors de la fête de la musique, on fait fermer les discothèques pour de fumeuses raisons de nuisances sonores, également les bars réputés pour être des lieux où vont et viennent les militants gauchistes et/ou anarchistes, on coupe les subventions aux associations qui tentent de faire tenir ce qu'il reste encore de « culture ».

Tous les lieux sont appréhendés comme des lieux d'agitations voire de fomentations révolutionnaires...

Depuis le début du mouvement contre la réforme de la retraite et son monde, l'attitude la police poitevine est intéressante à étudier, elle opère de manière très procédurière face aux actions menées par les syndicats et/ou militants gauchistes et anarchistes : donc elle prend un nombre incalculables de photos, filme tous azimuts, ne contrôle plus de manière systématique, sourit même...c'est assez curieux de sa part, sans doute que la consigne de la préfecture c'est de la jouer profil bas.

Par exemple lorsqu'un lycéen rend coup pour coup au chef de la police (car ce dernier l'a giflé) et se retrouve au commissariat face à des flics lui payant le café et lui demandant de passer l'éponge, on peut dire que la pression du mouvement social contre la réforme des retraites en plus de la présence d'un réseau luttant contre la répression policière et judiciaire semblent efficaces et peuvent faire reculer la police dans ses agissements. Cependant se cacher derrière la chaleur et le soutien que peuvent procurer un comité contre la répression ne nous fait pas occulter que ce changement de comportement en plein mouvement est quelque peu curieux. Nous verrons bien par la suite quelles tournures vont prendre les comportements de la police et bien entendu les réactions des personnes face à elle.

Ce qui est certain, il y a quelque chose qui s'est passé ces derniers mois : à savoir que toute une partie de la population poitevine (et pas seulement) est devenue hostile à la police locale, une majorité connaît le chef de la police M Papineau. Ce dernier s'est, en quelque sorte, « starifié » : qu'il soit honni ou applaudi, il est devenu un « notable de la répression » du spectacle local. Les jeunes (et moins jeunes également) poitevins peuvent poser un nom, personnifier le contrôle qui s'exerce dans

leurs lieux de vie et de rencontres ; ce qui se ressent particulièrement dans leur comportement face aux flics maintenant, une hostilité grandissante.

Alors que personne ne se souvient du dernier chef de la police, celui-ci, mis en place par le préfet raciste Tomasini, par une mise en spectacle de son autorité et de ses exactions ont la force d'occulter le fait que nombre de personnes détestent la police dans son ensemble, au profit d'une pensée toujours unique : « y'en a des bien », « ils ne sont pas tous comme ça » etc... Donc de servir d'épouvantail au sein de la police pour de larges franges de la population poitevine (surtout de sa frange militante) en attendant un remaniement, en le substituant par le bon flic de « proximité », de gauche, le républicain.

Or nous considérons qu'il n'y a pas de bons ou de mauvais flic (celui de la

"La police c'est l'ennemi naturel du peuple"
Karl Marx

répression droite/fasciste ou celui de la proximité de gauche), mais seulement des individus qui portent l'uniforme de la violence de l'Etat républicain et

s'organisent pour que les puissants de ce monde continuent de dominer : alors tous moyens sont nécessaires afin de canaliser des colères et les envies d'en finir avec les injustices. Il n'y a qu'à voir les comportements de la police des différents gouvernements de gauche depuis 1981 : répression et récupération politique des mouvements issus des quartiers, des lois liberticides tel que LSQ, répression des mouvements ouvriers, du mouvement antinucléaire, du mouvement des chômeurs, soutien de plusieurs dictatures dans le monde...

Nous entendons, par-ci par-là, des rumeurs de changement de préfet en plus du départ de son poulain de flic (car les deux suivent des carrières parallèles..)

Poitiers a beau être, une ville laboratoire de techniques d'appréhension et de prédation policière, des lieux de vie, des gestes et des rencontres en ont prouvé le contraire ; ces techniques policières pouvaient être décryptés, déjoués et par conséquent mises en désuétude.

Depuis mi-octobre 2010, plusieurs convocations ont été envoyées dans le cadre de l'enquête concernant le 10 octobre 2009 à Poitiers et les événements qui s'y produisirent. Cette instruction est menée par la direction centrale de la PJ nationale, conduite dans le cadre d'une commission rogatoire pour « provocation à un attroupement armé ». Aucune mise en examen n'a encore été effectuée.

Plus de nouvelles dans le prochain numéro...

A l'instar de la bonhomie poitevine, les Expressifs ont inauguré leur Festival 2010 par une mise en scène théâtrale plutôt fumeuse. Une déambulation dans les rues de Poitiers organisée par la troupe du Théâtre de l'unité ainsi que des volontaires, quoi de plus original pour un festival d'art de rue ? La particularité de cette marche est qu'elle singeait une manifestation, hommes et femmes tout de blanc vêtus, panneaux blancs et pancartes sans slogans. Ces derniers se mettent ensuite à lécher des vitrines, en particulier celles qui ont été brisées une année auparavant. Ça y est, nous y voilà, bonne conscience poitevine, artisto-keuf et autres citoyens bobos sont de retour et bien décidés à fêter les un an de ce que l'on appelle encore le « saccage de Poitiers ». Cette troupe moribonde, en errance sur les sentiers de la gloire, se dirige alors vers le pot d'ouverture du festival où l'attendent : délégation de la mairie, flics et autres bonnes âmes de Poitiers. Notre bon maire déclarera ensuite qu'il s'agit de la « meilleure réponse que les Expressifs pouvaient apporter à ce qui s'est déroulé l'année passée », et de préciser « [qu'il] se sent de nouveau poitevin et fier de l'être ». A toutes celles et tous ceux qui ont participé à cette mascarade, qui ont ovationné ce sinistre spectacle, connaissant ou non la référence faite lors de cette inauguration : sachez que nous ressentons un profond dédain à votre rencontre. De toute manière, nous nous préoccupons bien peu de vous (tant mieux).

Nos fêtes ne connaîtront pas d'inauguration, et nos festivités sont sans fin...

Solidarité avec les prisonniers basques



Le 17 juillet, 80 personnes se sont rassemblées devant la prison de Vivonne, à l'appel de Askatasuna relayé par antirep86, en solidarité avec trois militants basques en grève de la faim depuis début juillet ! Maïté Aranalde, Joseba Fernandez Aspurz et Mattin Olzomendi menaient cette grève de la faim pour protester contre les conditions de détention. En particulier concernant les entraves au courrier, livres, CD ; réclamant des droits de visite durant le week-end et pas seulement du lundi au vendredi (dénonçant ainsi la dispersion et l'éloignement des prisonniers politiques basques et de leur famille, de leurs amis...) ; et en solidarité avec Arkaitz Agirregabira et Mikel Karrera, en grève de la faim à la prison de Bourg-en-Bresse depuis quasiment un mois.

A 13 h 30, le cortège s'est mis en place, les gendarmes (une bonne cinquantaine sans compter les membres de l'administration pénitentiaire et autres flicards armés de long téléobjectifs) demandent que l'on reste sur une butte d'herbe en face de la prison, nous dérogeons à cette demande et entamons le tour complet du centre pénitentiaire en nous arrêtant assez longuement devant chaque aile de la taule. Slogans, musique, chants, « discussions » avec les détenus dont deux prisonniers basques ! Les détenus insultent les gendarmes à l'extérieur, applaudissent les chants et acclament les manifestants, un drapeau basque fait même une brève apparition à travers les barreaux d'une cellule ! Ce parloir sauvage a permis aux amis, aux proches et aux membres de la famille d'apprendre que les trois détenus politiques basques avaient cessé leur grève de la faim, et de pouvoir « échanger » quelques mots !

Le 18 septembre, c'est une cinquantaine de personnes qui se rassemblent devant le centre pénitentiaire de Vivonne, à l'appel d'Askatasuna et Etxerat (l'association des familles des prisonniers basques), et relayé par antirep86. Ce rassemblement est organisé en solidarité avec Karrera Sarobe et Joseba Fernandez Aspurz, en grève de la faim depuis le 3 septembre, ainsi que Maïté Aranalde Ijurko et Saïoa Sanchez Iturreta, depuis le 9 septembre ; protestant contre les violences, la recrudescence des sanctions disciplinaires et autres traitements humiliants qu'ils subissent depuis l'été au sein de la taule ; et ils remettent sur la table les revendications qu'ils avaient posées courant juillet.

Cette fois-ci, les gendarmes ne nous permettent pas de faire le tour de la prison, et nous restons cantonnés devant l'entrée de l'enceinte pénitentiaire ; un parloir sauvage se fait, mais seul le quartier des femmes est accessible aux voix et aux cris (permettant uniquement des échanges avec Maïté Aranalde Ijurko et Saïoa Sanchez Iturreta) !





En 2009 - début 2010, plusieurs vagues de tags sont venues orner les murs de Poitiers. Tags de solidarité aux incarcérés/incendiaires du CRA de Vincennes, tags d'insultes, de menace de mort à l'encontre des flics et notamment de Jean-François Papineau (directeur de la sûreté départemental) ; ont largement fleuri et ainsi redécoré les murs, devenus bien trop aseptisés depuis l'arrivée du maire Alain Claeys (qui lui non plus n'a pas été épargné par ces tags). D'ampleur plus ou moins importante, ces vagues de tags ont plusieurs fois défrayé la chronique, mais la police, la préfecture ainsi que la mairie ne se sont jamais réellement prononcées sur ces actes :

« En parler, c'est donner encore un écho à ces inscriptions. C'est exactement ce qu'ils recherchent. C'est devenu leur nouveau jeu, relève un policier. Faut-il pour autant passer sous silence des inscriptions qui barrent de nombreux murs du centre-ville et qui, fait aggravant, profèrent des menaces de mort directes ? Les faits durent depuis plusieurs mois et ciblent plus particulièrement le patron de la police. Les inscriptions, d'abord confidentielles, deviennent de plus en plus visibles. Elles s'affichent désormais jusque sur le commissariat ou la mairie. Difficile de ne pas réagir. C'est pourtant le choix des autorités malgré la gravité des propos tenus. Le préfet, représentant de l'Etat et garant de l'ordre public, n'a pas souhaité réagir à notre sollicitation. Le directeur de la police non plus. Il avait déjà fait savoir qu'il portait plainte à chaque attaque. Quant au maire de Poitiers, il renvoie à un précédent communiqué qui rappelait à chacun ses responsabilités. »

Artistes en manque de radicalité ou activistes radicaux s'amusant à provoquer la police et les autorités poitevines ? La question reste ouverte... sûrement pas pour tout le monde !

Cependant, début mars, deux personnes sont interpellées puis placées trente-cinq heures en GAV avant d'être relâchées !

« Les investigations se poursuivent, indique le procureur de la République. Elles sont entre les mains de la PJ de Poitiers car les tags comportaient des menaces de mort contre le patron de la police locale. L'enquête a donc été confiée à un autre service. La PJ va s'attacher à déterminer le degré d'implication des deux jeunes relâchés : simples imitateurs ou tagueurs en guerre contre la police. »

<http://juralibertaire.over-blog.com/article-deux-relaxes-et-des-tags-a-poitiers-45584261.html>

<http://juralibertaire.over-blog.com/article-la-police-travaille-a-poitiers-46054546.html>

<http://juralibertaire.over-blog.com/article-leur-presse-ment-a-poitiers-46368839.html>

Journée nationale d'actions contre la répression et les violences policières le 19 mars 2011



L'issue du forum antirépression organisé par le Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux qui s'est tenu les 13 et 14 novembre, les participants, dont les représentants de divers comités hexagonaux, ont décidé de la tenue d'une Journée nationale d'actions contre la répression et les violences policières, le 19 mars 2011.

« Face à la multiplication des intimidations, violences policières, interpellations, condamnations de toutes sortes qui dessinent un peu partout un ordre policier généralisé est sortie des discussions l'idée d'une journée de mobilisation en France contre les politiques sécuritaires en cours ou à venir.

Les participants au forum de Poitiers appellent donc tous les collectifs et les personnes luttant contre la répression à faire du samedi 19 mars 2011 une Journée nationale d'actions contre les politiques sécuritaires, au travers d'initiatives qu'ils auront décidées localement, afin de faire connaître et de développer les diverses luttes existantes en favorisant leur coordination, et de construire une mobilisation contre toutes les formes de répression.

Merci de diffuser cet appel massivement autour de vous.
Pour tout renseignement, contacter
antirep86@free.fr »

Il nous paraît utile de rappeler ici quelles sont les bases du Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux en publiant quelques extraits de sa plate-forme :

- "La répression actuelle n'est pas spécifiquement poitevine, mais se développe partout à l'échelle mondiale. C'est pourquoi la politique sécuritaire française doit être replacée dans le contexte européen – il s'agit d'une mise en conformité avec les normes répressives en vigueur dans la "forteresse Europe".

- Elle correspond à une offensive généralisée des classes dominantes contre les classes populaires, pour favoriser une phase d'expansion du capitalisme et profiter de la relative faiblesse des mouvements sociaux. Le comité considère donc la "violence" pointée par les gouvernants pour exercer une répression comme devant être replacée dans le contexte d'une société aux rapports entre les classes eux-mêmes très violents : la violence est d'abord celle des rapports sociaux existants.

- (...) Le comité s'inscrit donc comme partie prenante, à sa modeste échelle, dans les tentatives faites pour inverser ce rapport de forces, dans une optique anticapitaliste ; il cherche à favoriser une dynamique sociale contribuant à une jonction entre les différentes luttes menées sur Poitiers et sa région, à partir de la répression exercée contre elles (...), car seule la création

d'un rapport de forces favorable peut permettre de gagner dans une lutte, ou du moins déjà de faire reculer le pouvoir (...).

- La répression aux multiples facettes qui s'exerce aujourd'hui dans l'hexagone ne peut en aucun cas être analysée comme une "dérive" par rapport à une situation antérieure "normale". Cela fait de nombreuses décennies que, de loi d'exception en loi d'exception, d'extension en extension de la législation répressive, les gouvernements qui se sont succédé ont accompagné, chacun à leur manière, les offensives patronales pour "restructurer l'économie" (c'est-à-dire baisser le prix de la main-d'œuvre) et prévenir les velléités de révolte susceptibles d'en découler (les différentes réformes de l'enseignement allant elles aussi dans ce sens). De même, l'action policière actuelle est à dénoncer non comme une "dérive" ponctuelle, mais comme s'inscrivant dans une logique coercitive d'envergure.

- Elle est essentiellement préventive : il s'agit de faire peur, de dissuader les jeunes mais aussi plus largement tous les salariés, les chômeurs, etc., de se politiser et d'agir. On assiste à une remise en cause de plus en plus évidente de la liberté d'opinion – le délit d'opinion venant s'ajouter à tous les moyens d'action aujourd'hui laissés à la libre disposition des forces de l'ordre. D'une part, la police anticipe, sans attendre qu'un quelconque fait ait justifié son intervention, en s'en prenant avec de moins en moins de retenue aux personnes qui, par leurs idées ou leur style de vie, refusent l'ordre établi. D'autre part, le pouvoir prépare sans cesse de nouveaux dispositifs législatifs visant à empêcher toute occupation du terrain politique par des mouvements contestataires radicaux. C'est pourquoi le comité estime avoir un rôle de solidarité mais aussi de politisation à jouer, en ce qu'il peut par ses interventions susciter des débats et aider à une réflexion dépassant le cadre de l'antirépression au sens strict.

La structure du comité

Le Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux est composé d'individus et soutenu par les associations, les partis ou les syndicats qui le désirent. Cette structuration basiste est fondamentale car si le comité devenait un jour un enjeu pour certaines structures organisationnelles, quelles qu'elles soient, et finissait par n'être plus qu'un cartel d'organisations il serait dévoyé de son objectif originel et perdrait toute efficacité et dynamique. (...) Mais nous gardons à l'esprit que des préoccupations électorales aussi bien que la position d'opposants à un pouvoir de droite peuvent jouer dans le relatif "succès" du comité aujourd'hui – succès dont nous nous réjouissons. Quoi qu'il en soit, la démarche du comité n'est pas d'aller à la pêche aux signatures, et, de même, il n'amendera pas les principes de base qu'il défend pour en obtenir davantage.

Ses positionnements de base

- Le comité défend tous les acteurs et actrices des mouvements sociaux contre la répression menée à leur encontre, sans opérer de tri entre les "bons" et les

"mauvais" en fonction de leur culpabilité ou de leur innocence supposée. Ce positionnement ne signifie pas l'absence de critiques à l'égard des actions menées, et moins encore une adhésion obligatoire ou obligée à elles ; en revanche, le comité manifeste sa solidarité envers toutes et tous face à la répression ; nous les soutenons contre ce que l'appareil d'Etat leur fait, pas pour ce qu'ils et elles ont ou n'ont pas fait.

- Le comité dénonce les manœuvres du pouvoir visant à criminaliser tour à tour des fractions de la population – les jeunes, les libertaires, les marginaux... – en les étiquetant aujourd'hui "extrémistes", "anarchistes" ou "anarcho-autonomes", et demain autrement ; et il n'aura de cesse de rappeler que les politiques répressives, une fois installées par un pouvoir quel qu'il soit, peuvent s'exercer contre n'importe qui. »



Quelques brèves locales...

Une interpellation mouvementée et un accès de violence dans les locaux du commissariat, durant la nuit de lundi 27 Décembre, viennent de se traduire par des blessures pour deux policiers.

La première affaire se déroule dans le quartier des Couronneries. Lundi, un équipage de la brigade anticriminalité avise un jeune homme de 19 ans, recherché depuis la veille au soir. Alors qu'un contrôle de police était mené dans l'agglomération de Poitiers, il refuse d'obtempérer et prend la fuite. Il est identifié par les policiers qui le connaissent déjà.

Le deuxième épisode se joue donc lundi, le garçon est repéré au pied d'un immeuble et prend la direction des caves. Alors qu'un policier tente de l'interpeller, il se rebelle. Les deux hommes tombent au sol. Le policier est sérieusement blessé au poignet. Il ferait l'objet d'une ITT de huit jours. Le parquet de Poitiers précise que le suspect a lui aussi été blessé lors de l'arrestation.

Un peu plus tard, dans la nuit, c'est une jeune femme qui s'en est prise à un policier. Elle est arrêtée pour conduite en état d'ivresse. Elle refuse de se soumettre au contrôle de vérification. Elle est alors conduite au commissariat central. Les policiers tentent de la convaincre de se plier au test. Elle refuse à nouveau. L'incident intervient alors que les flics s'apprêtent à ramener la jeune femme dans la cellule de dégrisement. "Elle a violemment repoussé un policier", explique le parquet. "Il a heurté un banc avec son dos. Il est arrêté dix-sept jours." Une expertise psychiatrique devait être pratiquée sur la jeune femme.

Les gendarmes et les policiers municipaux ont participé malgré eux à l'animation du marché de Chauvigny samedi 13 Novembre. Quand ils ont voulu contrôler des femmes qui, se présentant comme sourdes et muettes, sollicitaient des dons auprès des chalands en exhibant des cartons portant les couleurs de l'Unicef. Quand elles ont vu les uniformes, les quatre ont pris leurs jambes à leurs cous dans des directions différentes. La course-poursuite et la partie de cache-cache ont duré un petit moment à travers les allées. Les quatre ressortissantes roumaines ont finalement été interpellées, puis laissées libres après un contrôle d'identité.

Mercredi 09 Février, 20 h 10. Les pompiers sont alertés pour un feu qui vient d'éclater dans une cellule du centre pénitentiaire de Vivonne. Avant l'arrivée des pompiers, venus en masse de Vivonne, Poitiers, Lusignan et Couhé, les surveillants extraient le détenu de sa cellule enfumée.

A l'arrivée des secours, il est évacué vers les urgences. Il présente une blessure à l'abdomen. Le détenu était seul au moment des faits. Logiquement, des sources concordantes évoquent une automutilation de ce trentenaire placé en détention provisoire depuis peu. Il a mis le feu à sa cellule, dans des circonstances qui restent à préciser, en enflammant des vêtements et des couvertures. Les dégâts à l'intérieur sont qualifiés d'importants, même s'il n'y a pas eu de propagation. Il n'a pas été nécessaire d'évacuer des détenus. La facture de remise en état pourrait s'avérer fort lourde pour le détenu qui les a provoqués. Le dépôt d'une plainte est à l'étude.

Le vendredi 8 Novembre, une femme est mise en détention, pour des amendes impayées à la SNCF (540 euros), pour une durée de 2 mois. Il s'avère que la jeune femme a bel et bien été condamnée en octobre 2007 par le tribunal correctionnel de Blois à deux mois de prison ferme pour non-paiement d'amendes infligées par la SNCF pour avoir voyagé à plusieurs reprises sans billet de train.

La sanction est tombée et le délai d'appel ayant été dépassé, la décision a été mise à exécution en juillet 2008. La jeune femme qui ne s'était pas présentée à son procès, n'a pas pu en être informée car elle ne demeurait plus à l'adresse communiquée lorsqu'elle avait été entendue au sujet de ces amendes. Mais la mécanique judiciaire est enclenchée : au bout de quelques mois, le nom de la condamnée est apparu sur le fichier des personnes recherchées. C'est ainsi que la gendarmerie a reçu pour instruction de la retrouver pour qu'elle exécute sa peine avant qu'elle ne soit prescrite.

Les braquages de bijouteries se succèdent dans la Vienne. C'est le quatrième braquage depuis janvier dernier ! Quinze jours après une opération menée dans une bijouterie des Couronneries pour un butin dérisoire, c'est une opération plus préparée et profitable qui a été conduite mardi 16 Novembre. Une voiture volée dans le Neuvilleois et retrouvée carbonisée au nord de Châtellerault a servi à trois malfaiteurs pour se présenter devant la bijouterie Couvrat-Caillé, mardi soir, juste avant la fermeture. L'employée a vu débouler deux personnes encagoulées et armées qui sont allées tout de suite vers la vitrine contenant les bijoux en or. Tout a été raflé en quelques instants. Les malfaiteurs ont ensuite fait main basse sur des plateaux contenant des pièces en plaqué or. La direction de l'enseigne, qui compte cinq boutiques, n'a pas souhaité s'exprimer sur les circonstances du braquage ni sur le butin.

Les voleurs de coffre de Jouhet n'ont pas chômé dans la nuit de mardi 8 Février au mercredi 9. Après avoir pénétré dans les locaux de la mairie réservés à l'agence postale communale, ils ont poursuivi leur périple dans l'Indre. A Jouhet, les casseurs, qui ont opéré en causant peu de dégâts, avaient arraché le système d'alarme, fracturé la porte d'entrée du local postal, puis descellé le coffre. Il a été retrouvé un peu plus au nord, dans le secteur de Nallier. C'est dans ce secteur géographique, entre la Vienne et l'Indre, que trois autres cambriolages ont été commis la même nuit et la nuit suivante. A Lurais, sur les bords de la Creuse, à un jet de pierre d'Angles-sur-l'Anglin, l'agence postale communale a été fracturée au pied-de-biche en pleine nuit. « Du travail de professionnel », reconnaît le maire. Le coffre, un engin de 80 kg, a été embarqué. Il a été retrouvé découpé, quelques kilomètres plus au nord, à Néons-sur-Creuse. « On voit que ce sont des habitués. Les deux angles de la porte du coffre sont tronçonnés sur 7 à 8 cm, après ils écartent. » Le préjudice s'élève à un millier d'euros, des billets numérotés, mais non maculés, le coffre n'était pas équipé de ce dispositif destiné à déjouer les casses. A Concremiers et à Belèbre aussi, ce sont les locaux postaux et les coffres qui étaient été visés.

I. On n'y enferme pas que des oiseaux... / Service de police sévissant dans les aéroports

II. Nouvelle ligne de train détruisant les paysages

III. Notre préfet(ré)

IV. Pronom personnel / Gare à son service d'ordre !

V. Prostituée aux USA ou shérif à Poitiers / Englouties

VI. Pôle-emploi en 39-45

VII. Leader mondial de la sucette publique

VIII. Quand RG rencontre DST

IX. DDSP de la Vienne (élu sexy-cop 2010 par Voici)

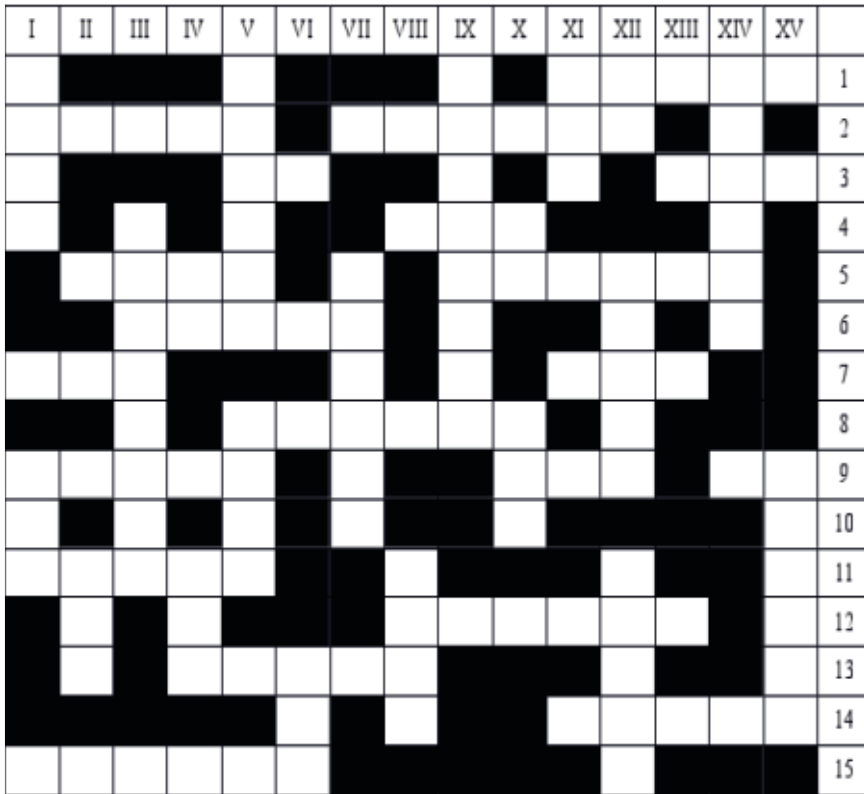
X. 3,14 / Modèle « moderne » de centrale nucléaire

XI. Fleur royale

XII. Prolétaire en bas de l'échelle / Escargots en patois charentais / Adeptes de la non-barbaque

XIV. Petit au dessert

XV. Joujou préféré des militaires français en Algérie



GRAND JEU CONCOURS!!!

envoyez vos réponses à cette adresse : epinenoire@riseup.net ; et pour les 10 premiers d'entre vous qui répondrons correctement, nous vous ferons parvenir un magnifique calendrier : "les dieux du mitard", composé de photos osées des matons les plus sexy de la prison de vivonne. vous pourrez ainsi noter vos rendez-vous importants tout en admirant les formes de vos futurs geoliers!

1. Avant-dernière trouvaille sécuritaire du gouvernement
2. Matière du Cœur cher à nout' bon maire / Nout' bon maire
3. Cri punk / Groupe révolutionnaire espagnol (Rouillan en a fait partie)
4. Usine française ayant fait l'expérience de l'autogestion au début des 70's
5. Moyen d'arnaquer le citoyen / Hérissons chez les Roms
6. Oiseau grossier (accessoirement chef de la brigade antitags)
7. Légalisé par Mitterrand en 1981 / « Union Marxiste Prolétarienne »
8. Peut contenir du tabac - Se dit aussi du programme du PS
9. Chair à canon française en 14-18 / Position Léthargique Syndicale / Centre de discussion dans les mouvements
11. Porcs en bleu
12. Nom du réalisateur de Choron dernière
13. Arme « non létale » ayant tué des centaines de personnes de par le monde (également nom du chat d'un baceux de Poitiers)
14. Traître chez les ouvriers
15. Torche-cul français de droite

saurez-vous retrouver les 9 erreurs qui se sont maladroitement glissées dans cette photo?!



Vous pouvez retrouver les articles sur : epinenoire.noblogs.org



epinenoire@riseup.net

Envoyez-nous vos contributions, articles, infos, photos, jeux, questions, remarques, insultes, critiques, encouragements...